



1^{er} septembre 2010

Réexamen des tâches de la Confédération

Rapport sur le programme de mise en œuvre

Rapport sur les résultats de la procédure de consultation

Table des matières

1	Introduction	3
1.1	Contexte.....	3
1.2	Contenu du rapport mis en consultation	3
1.3	Indications relatives à la procédure de consultation	3
2	Dépouillement des résultats	5
2.1	Evaluation générale du programme de mise en œuvre du réexamen des tâches.....	5
2.1.1	Cantons et conférences des directeurs cantonaux	5
2.1.2	Partis politiques	5
2.1.3	Communes, villes et régions de montagne	6
2.1.4	Associations faîtières de l'économie	7
2.1.5	Autres milieux intéressés.....	8
2.2	Evaluation des mesures.....	8
2.2.1	Conditions institutionnelles et financières.....	8
2.2.2	Ordre et sécurité publique	9
2.2.3	Relations politiques avec l'étranger.....	10
2.2.4	Coopération au développement	10
2.2.5	Relations économiques avec l'étranger.....	10
2.2.6	Défense nationale.....	10
2.2.7	Formation et recherche	11
2.2.8	Culture et loisirs.....	11
2.2.9	Santé	12
2.2.10	Prévoyance sociale	12
2.2.11	Marché du travail / encouragement à la construction de logements	13
2.2.12	Migration.....	13
2.2.13	Trafic.....	13
2.2.14	Environnement et aménagement du territoire	15
2.2.15	Agriculture	16
2.2.16	Economie.....	16
2.2.17	Energie et sylviculture	16
2.3	Propositions de mesures complémentaires	16
3	Perspectives	17

Annexes

- I Liste des participants à la procédure de consultation
- II Programme de mise en œuvre du réexamen des tâches: mesures et étapes

1 Introduction

1.1 Contexte

En réexaminant les tâches de la Confédération, le Conseil fédéral entend garantir la mise en place d'une politique budgétaire axée sur la durabilité. Deux objectifs sous-tendent le réexamen des tâches. Le premier consiste à éviter que les dépenses de la Confédération n'enregistrent, jusqu'en 2015, une croissance supérieure à celle qui est attendue sur le long terme pour l'ensemble de l'économie. Cette mesure vise ainsi à stabiliser la quote-part de l'Etat. Le second objectif consiste à lier l'évolution des groupes de tâches à des taux de croissance prédéfinis. Il sert ainsi à empêcher que des dépenses fortement liées à des obligations légales et donc non influençables à court terme n'évincent peu à peu du budget des dépenses certes moins fortement liées, mais importantes sur le plan économique. Par le biais de ces deux objectifs, le Conseil fédéral poursuit un but concret qui consiste à lier la croissance de l'ensemble du budget au taux de croissance de l'économie de 3 % en termes nominaux. En vertu de ce taux de référence et des priorités politiques, il a assigné à chaque groupe de tâches des objectifs concrets et un taux de croissance spécifique.

1.2 Contenu du rapport mis en consultation

Le *Rapport concernant la mise en œuvre du réexamen des tâches*, qui a été mis en consultation, porte sur environ 80 mesures impliquant des abandons de tâches, des réductions de prestations et des réformes structurelles. Ces mesures seront mises en œuvre sur deux plans. D'un côté, les projets impliquant de rapides allègements budgétaires sans requérir d'importantes modifications légales seront réalisés dans le cadre du programme de consolidation (PCO). De l'autre, les réformes plus complexes et de plus grande portée, dont la planification détaillée et la réalisation requièrent plus de temps, seront menées à bien par le biais de projets séparés. C'est principalement sur ce second groupe de réformes, qui comprend près de 30 mesures, que porte le présent rapport sur le programme de mise en œuvre. Celui-ci sert en premier lieu de base pour la planification et la gestion de la mise en œuvre des mesures tout en fournissant une vue d'ensemble des résultats du réexamen des tâches.

En plus du réexamen des tâches, les participants à la procédure de consultation ont également été invités à examiner le programme de consolidation 2011-2013¹.

1.3 Indications relatives à la procédure de consultation

La consultation concernant le programme de consolidation du Conseil fédéral et le rapport sur le programme de mise en œuvre du réexamen des tâches a été ouverte le 14 avril 2010. En raison de l'urgence du projet et pour que l'Assemblée fédérale puisse adopter à temps le message et le projet de loi relatif au PCO, le Conseil fédéral a décidé de mener la consultation sous la forme de conférences conformément à l'art. 7, al. 3, de la loi fédérale du 18 mars 2005 sur la procédure de consultation (LCo; RS 172.061). Pour les avis écrits, il a fixé un délai de six semaines, soit du 14 avril au 28 mai 2010. Durant cette période, le Conseil fédéral

¹ <http://www.efd.admin.ch/themen/00796/01673/index.html?lang=fr>

a mené quatre rondes de consultation sous la forme de conférences, organisées comme suit:

- 19 mai 2010: partis politiques non représentés à l'Assemblée fédérale
- 20 mai 2010: partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale
- 21 mai 2010: associations faîtières des communes, des villes, des régions de montagne et de l'économie
- 27 mai 2010: conférences des directeurs cantonaux

Quelque 355 avis ont été envoyés dans le cadre de la consultation écrite, dont 39 des corporations officiellement invitées à la consultation sous forme de conférence et à la consultation écrite. Les 316 prises de position restantes proviennent d'autres milieux intéressés (la liste détaillée des participants à la procédure de consultation figure dans l'annexe I.) Alors que la plupart des participants officiels se sont prononcés sur les deux projets, soit sur le PCO et le rapport sur le programme de mise en œuvre du réexamen des tâches, une large majorité des milieux intéressés s'est limitée à des aspects sectoriels du programme de consolidation tels que le haras national, l'agriculture, l'environnement et les technologies de l'environnement, le trafic, la santé et la prévention ainsi que la protection des monuments historiques et du patrimoine. Le tableau suivant donne un aperçu des avis reçus:

	Invitation	Réponse
Cantons et conférences des directeurs cantonaux	31	21
Partis politiques	14	8
Associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne	3	3
Associations faîtières de l'économie	8	7
Milieux intéressés (associations, unions, organisations, entreprises)	–	316
Total	56	355

Le **PS**, l'**UDC**, **economiesuisse** et **SAB** ont en outre soumis des catalogues systématiques de mesures complémentaires.

Le présent rapport met l'accent sur les mesures de plus grande portée qui devront être appliquées dans le cadre de projets séparés. Les avis sur les mesures relatives au réexamen des tâches contenues dans le PCO (PCO: train de mesures IV) sont réunies dans un autre rapport présentant les résultats de la consultation sur le PCO.²

² Publié sur le site Internet de la ChF: <http://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/ind2010.html#DFF>

2 Dépouillement des résultats

2.1 Evaluation générale du programme de mise en œuvre du réexamen des tâches

2.1.1 Cantons et conférences des directeurs cantonaux

La **CdC**, les **cantons de Lucerne, Uri, Zoug, Schaffhouse, Argovie, Thurgovie, Genève, Jura et Vaud** ainsi que l'**Association des communes suisses** déplorent que la procédure de consultation sur le programme de mise en œuvre du réexamen des tâches et sur le PCO ait été menée en six semaines. En plus d'empêcher un examen sérieux de projets complexes et à la portée financière majeure, ce délai extraordinairement court ne repose quasiment sur aucune base légale. La **CdC** et l'**Association des communes suisses** demandent que toutes les mesures qui relèvent du réexamen des tâches soient soumises aux cantons dans le délai de consultation ordinaire de 3 mois. De plus, elles exigent que les cantons puissent participer au réexamen des tâches dès la phase initiale. La Confédération doit notamment associer les cantons à la définition de la stratégie à long terme et des taux de croissance correspondants dans les groupes de tâches qui les touchent directement.

La **CdC**, la **DTAP**, la **CTP** ainsi que les **cantons de Zoug, Bâle-Campagne, Schaffhouse, Argovie, Thurgovie, Tessin, Genève et Vaud** demandent en règle générale que la Confédération ne se retire pas, dans le cadre de ses stratégies de stabilisation budgétaire, d'une tâche commune qu'il n'est pas possible d'éliminer dans les faits. Il est erroné, deux ans déjà après l'introduction de la RPT, de reconsidérer la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. De même, toutes les mesures qui ne sont pas compatibles avec les priorités politiques de la Confédération et la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons sont rejetées. Enfin, il convient de mieux tenir compte lors des réformes de l'importance que revêt le groupe de tâches concerné pour l'économie, l'environnement et la société.

2.1.2 Partis politiques

De façon générale, le **PLR** et le **PDC** sont favorables au rapport sur le programme de mise en œuvre du réexamen des tâches. Le **PLR** critique néanmoins les hésitations affichées par le Conseil fédéral dans le réexamen des tâches et le modeste montant des allègements budgétaires. Il demande que d'autres abandons de tâches soient examinés et que l'étendue des mesures soit portée au minimum à 2,5 milliards.

L'**UDC** juge le rapport insuffisant. Premièrement, elle considère l'hypothèse de croissance du PIB comme excessivement optimiste et, partant, le volume d'économies insuffisant. Deuxièmement, elle regrette que les tergiversations du Conseil fédéral requièrent un programme de consolidation à court terme. A la place, elle exige un examen systématique des tâches de la Confédération assorti d'abandons de tâches ciblés et substantiels dans presque tous les groupes de tâches.

Le **PS** rejette une stratégie de réduction des dépenses pour stabiliser le budget. Il ne s'oppose pas en principe à des mesures améliorant l'efficacité, mais rejette clairement les mesures de réduction et d'abandon de tâches telles que celles qui entraînent des transferts de coûts vers les autres secteurs comme l'infrastructure, l'environnement, la formation et la santé. Afin de garantir des investissements à long terme dans ces domaines, le **PS** y prône un accroissement des dépenses de 4 % par an.

De façon générale, les **Verts** rejettent les mesures découlant du réexamen des tâches. Ils déplorent tout particulièrement que les différents projets fiscaux qui ont entraîné le déficit structurel doivent désormais être corrigés par un programme de consolidation prévoyant une réduction des dépenses. La Confédération avance à reculons en matière de planification financière, ce qui affaiblit la capacité d'innovation de la Suisse notamment en matière de protection de l'environnement et répercute les dépenses sociales sur les cantons et les communes, alors qu'elle a besoin de recettes supplémentaires. Le parti écologiste demande une planification stratégique et cohérente des tâches publiques et de leur financement permettant d'ouvrir des perspectives à long terme.

Le **PCS** déplore que le réexamen des tâches se résume à une simple liste d'économies à faire, d'autant plus que les résultats des comptes d'Etat des années passées ont été sensiblement meilleurs que prévu et qu'ils démontrent une très bonne maîtrise des dépenses. Le parti ne se prononce pas sur les réformes de plus grande portée mentionnées dans le rapport sur le programme de mise en œuvre.

Le **PEV** considère que les deux objectifs du réexamen des tâches (stabilisation de la quote-part de l'Etat, objectifs de croissance spécifiques à chaque groupe de tâches) revêtent une importance primordiale si l'on veut pérenniser le budget de la Confédération et soutient en grande partie le rapport sur le programme de mise en œuvre du réexamen des tâches. Une politique budgétaire durable requiert la vérification périodique des dépenses de la Confédération. De même, il n'est plus possible, compte tenu de projets fiscaux parfois sommaires, de défendre des allègements fiscaux tels que la 3^e réforme de l'imposition des entreprises. Concernant les mesures relatives aux différents groupes de tâches, le **PEV** se prononce pour l'instant en termes généraux et prendra position de façon détaillée dans le cadre des différentes procédures de consultation.

L'**UDF** est favorable au réexamen des tâches de la Confédération et, de façon générale, approuve les mesures présentées.

2.1.3 Communes, villes et régions de montagne

L'**Union des villes suisses (UVS)** approuve le réexamen périodique des tâches de la Confédération tel que ce dernier est présenté dans le programme de mise en œuvre. Elle espère que ce dernier permettra d'éliminer les doubles emplois, ce qui serait notamment possible dans le cadre de la réforme des départements. Elle critique surtout les mesures qui laissent craindre un transfert des charges vers les villes et les communes. Concernant le délai de la consultation, l'**UVS** regrette cette procédure inhabituellement rapide du Conseil fédéral: elle ne comprend pas que l'on ait renoncé à une procédure ordinaire, ce d'autant plus que les deux projets ont une portée considérable à tous les niveaux de l'Etat et requièrent un examen approfondi.

L'**Association des communes suisses (ACS)** s'élève contre le raccourcissement du délai de la procédure de consultation qui n'a permis ni un examen approfondi des projets ni une consultation sérieuse de ses membres, qui sont en partie des miliciens. De façon générale, l'association considère que le réexamen des tâches relatif à la stabilisation des finances de la Confédération mérite son soutien. Les mesures qui en découlent ne devraient cependant pas entraîner des charges supplémentaires directes ou indirectes pour les cantons et les communes, car il n'existe aucune possibilité de compensation pour ces dernières. De plus, elle déplore que les problèmes structurels dans les domaines de la formation, de la santé et de la prévoyance sociale n'aient pas été pris en compte, ce qui conduit à des taux de croissance supérieurs à la moyenne. Enfin, l'association demande que les mesures soient débattues avant d'être mises en œuvre.

Le **Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB)** déplore dans un premier temps le délai de consultation exceptionnellement court, qui n'est pas justifié compte tenu du

rythme auquel le projet a été mené jusqu'ici. Sur le fond, SAB critique les marges de croissance des groupes de tâches. Il rejette la priorité donnée à la prévoyance sociale ainsi qu'à la formation et à la recherche au détriment notamment du trafic. Par ailleurs, il demande d'éviter systématiquement les transferts de charges informels mais néanmoins réels vers les cantons et les communes. Enfin, il souhaite que les gains d'efficacité réalisés dans le cadre de la RPT soient mieux mis à profit et pris en compte dans le réexamen des tâches, comme cela est proposé dans le postulat Maissen (08.3347).

2.1.4 Associations faïtières de l'économie

économiesuisse et l'**Union patronale suisse (UPS)** renvoient à l'importance cruciale que revêt une politique financière durable pour la stabilité et la place financière suisses. Elles souscrivent à l'approche et aux objectifs du réexamen des tâches et approuvent son orientation vers les dépenses. Si l'on considère l'évolution des recettes par rapport au PIB, le budget de la Confédération ne présente aucun problème dans ce domaine. Pourtant, les mesures agissant sur les recettes n'ont pas été à même de résoudre le problème fondamental d'instabilité latente des finances fédérales, soit la croissance élevée et persistante des dépenses de nature structurelle mais aussi partiellement inhérente à des automatismes. Un réexamen des tâches, plus efficace que des programmes d'allègement budgétaire, se révèle par conséquent incontournable pour permettre des changements dans la structure et les mécanismes des dépenses. Les résultats enregistrés jusqu'ici sont largement insuffisants comme l'a montré la nécessité de mettre sur pied un PCO après des réformes structurelles imparfaites, voire inexistantes. Concernant la menace de charges supplémentaires, l'ampleur des mesures proposées est jugée modeste: elles sont qui plus est vagues si l'on considère les réformes structurelles proposées dans les grands groupes de tâches (prévoyance sociale, défense nationale, formation et recherche, trafic, agriculture). Etant donné que la majeure partie des dépenses publiques sont fortement liées à des obligations légales et que leur part dans le domaine des transferts est élevée, ces réformes structurelles sont néanmoins indispensables à une politique budgétaire durable. Les deux associations s'en prennent surtout aux mesures de réduction et d'abandon de tâches qui n'ont guère d'importance sur le plan budgétaire. Le montant des allègements des gains d'efficacité et d'efficacité prévu est également jugé trop faible.

La **Société suisse des employés de commerce (SEC)** est en général favorable à un réexamen périodique des tâches. Concernant l'objectif de stabilisation de la quote-part de l'Etat, elle fait remarquer que la quote-part élevée affichée actuellement par la Suisse ne porte pas atteinte en soi à la croissance économique comme le montre l'évolution enregistrée dans les pays nordiques. Elle recommande de ne pas mettre en œuvre précipitamment les mesures proposées en période de grande incertitude conjoncturelle tant qu'il n'est pas prouvé qu'elles aient un effet positif.

Travail.Suisse approuve le réexamen des tâches pour autant que le but visé soit l'exécution des tâches plutôt que la recherche d'économies à tout prix. En règle générale, il rejette toute économie dans les groupes de tâches représentant des créneaux prometteurs pour la compétitivité et le marché du travail suisses, comme les technologies de l'environnement.

Pour l'**Union syndicale suisse (USS)**, la nécessité d'un réexamen des tâches n'apparaît pas clairement: elle critique notamment le frein à l'endettement dont les lacunes méthodologiques ont conduit à la surévaluation des déficits structurels. Au cours des dernières années, on a ainsi systématiquement tablé sur des recettes publiques trop faibles.

L'**Union suisse des arts et métiers (USAM)** ainsi que l'**Union suisse des paysans (USP)** se prononcent dans leurs avis écrits sur le PCO, mais pas sur le rapport sur le programme de mise en œuvre du réexamen des tâches.

2.1.5 Autres milieux intéressés

Ont pris position sur différentes mesures dans des domaines donnés les organisations et associations suivantes: la **Fédération suisse des sourds** et **Procap**, **Transfair**, le **WWF**, l'**ATE**, la **Fédération suisse du tourisme (FST)**, **GastroSuisse**, l'**Association suisse des propriétaires d'embranchements particuliers et de wagons privés (VAP)**, **constructionsuisse**, la **Société suisse des entrepreneurs**, la **Fédération Infra** ainsi que la **Fédération des entreprises romandes**.

2.2 Evaluation des mesures

De façon générale, le **PLR**, l'**UDC**, le **PDC** et **economiesuisse** approuvent les mesures proposées. Alors que le **PDC** ne juge pas toutes les mesures applicables (cf. ci-dessous), le **PLR**, l'**UDC** et **economiesuisse** demandent, au moyen de propositions concrètes, que le catalogue de mesures et la portée de la réforme soient considérablement élargis. A l'inverse, le **PS** rejette toutes les mesures portant sur les dépenses, qu'il s'agisse de réduction ou d'abandon de tâches.

2.2.1 Conditions institutionnelles et financières

De façon générale, **economiesuisse** se félicite des réformes proposées. Par ailleurs, d'autres mesures lui semblent possibles compte tenu de la croissance notable de postes au sein du personnel de la Confédération.

Le **PEV** regrette que les Services du Parlement (SP) ne participent pas au réexamen des tâches. Même s'il est vrai qu'ils réalisent dans l'ensemble un excellent travail, il y aurait ici, notamment dans le domaine de la communication, un potentiel de réduction budgétaire.

- **Programme INSIEME**

Le **canton de Zoug** est favorable à la mesure, d'autant plus que le projet garantit que les cantons pourront faire part de leurs attentes.

- **Meilleur rendement dans le domaine des TIC**

Le **PEV** et l'**UDF** soutiennent la centralisation des services informatiques de l'administration fédérale. Le **PEV** suggère en outre d'examiner l'opportunité d'utiliser des logiciels libres. Par contre, il doute du potentiel d'économies du programme «Cyberadministration finances» et émet des réserves sur la mise en œuvre restrictive de la facturation électronique, qui ne tiendra compte que des fournisseurs dotés de ce mode de facturation. L'**UDF** relève la nécessité d'une analyse des données et du système pour contrer les attaques de pirates informatiques internationaux et suggère d'ouvrir les réseaux de transmission du DDPS à l'ensemble de l'administration fédérale.

Le **canton de Zoug** approuve les mesures. Il demande que les applications et le système informatiques dans le domaine de la police et des poursuites pénales soient planifiés et exploités en commun par la Confédération et les cantons, car il y a là possibilité de tirer parti de synergies à long terme et de réaliser des économies.

- **Réduction du portefeuille des constructions civiles**

Le **PEV** se félicite de la mesure si elle permet de réaliser des économies sensibles au niveau de l'entretien, mais s'oppose à ce que l'on «vende les bijoux de famille», ce d'autant plus que la location de nouveaux objets ne sera pas forcément plus avantageuse.

- **Réorientation de MétéoSuisse**

economiesuisse remet en cause le potentiel d'économies de cette mesure. L'**USS** la rejette, car la mise à disposition de prévisions météorologiques constitue une tâche publique classique.

- **Participation financière des cantons à la collecte de données géographiques**

Le **PS**, la **DTAP** et le **canton de Zoug** considèrent la mesure proposée comme un transfert des charges de la Confédération aux cantons n'impliquant pas de réelle économie. Le **canton de Zoug** fait en outre remarquer que la production de données géographiques faisait jusqu'ici l'objet d'une répartition du travail et des charges. La mesure est par conséquent rejetée. Le canton demande par ailleurs que l'utilisation commerciale des données géographiques soit soumise à une taxe. Le **canton de Fribourg** émet de sérieuses réserves sur la mesure, car de nombreuses questions restent en suspens dans la description, notamment le fait que les conditions techniques et financières de l'utilisation commune sont également intéressantes pour les cantons.

A l'inverse, l'**UDF** est favorable à la mesure, car celle-ci prévoit une collecte et une utilisation coordonnées des données géographiques suisses par la Confédération et les cantons.

- **Examen d'une réduction du nombre des commissions extraparlimentaires**

L'**UDF** et le **canton de Zoug** se félicitent de cette mesure: au besoin, des groupes de travail ad hoc pourraient être mis sur pied. Le **canton de Zoug** suggère en outre d'étendre la mesure aux commissions du Parlement et de l'administration fédérale.

- **Réexamen des réglementations relatives à l'âge de la retraite pour certaines catégories de personnel**

Le **PEV**, l'**UDF**, le **canton de Zoug** et **economiesuisse** soutiennent la mesure, non seulement pour des raisons financières, mais aussi pour des raisons de politique du personnel. Bien que des réglementations si généreuses en termes de retraite anticipée ne soient plus justifiées à l'heure actuelle, elles ont encore valeur de signal pour les autres employeurs publics. Etant donné que la nouvelle réglementation reste généreuse à l'égard d'autres groupes de collaborateurs et qu'une période transitoire convenable a été prévue, la mesure devrait être jugée acceptable.

L'**USS** et **Transfair** rejettent la mesure. Tandis que l'**USS** considère qu'une nouvelle réduction est disproportionnée après celle qui a été appliquée du fait du passage à la primauté des cotisations, **Transfair** tient pour justifiée la réglementation particulière s'appliquant au Corps des gardes-frontière (Cgfr) et aux militaires de carrière du fait respectivement des contraintes physiques (travail en équipe) et psychiques (risque élevé) et des heures supplémentaires accomplies, mais non indemnisées.

2.2.2 Ordre et sécurité publique

- **Stabilisation des effectifs du Corps des gardes-frontière**

Le **PEV** approuve la mesure.

Le **canton de Zoug** se félicite de cette mesure et demande que les prestations du Cgfr se concentrent sur les tâches inscrites dans la loi sur les douanes et qu'une indemnisation permettant de couvrir les coûts soit prélevée dans les cantons qui ont conclu avec le Cgfr des accords sur des services policiers. De même, le Cgfr doit renoncer aux tâches policières entraînant la mise sur pied de structures parallèles. Politiquement discutable, cette mesure conduit

à une inégalité de traitement pour les cantons de l'intérieur du pays, car les cantons frontaliers peuvent économiser des forces de police grâce aux conventions de prestations qu'ils ont conclues avec le Cgfr.

L'**USS** rejette la mesure, car la sollicitation est telle que les ressources en personnel se heurtent déjà à leurs limites et que le besoin d'une présence accrue est d'ores et déjà démontré.

- ***Orientation future de l'Institut suisse de droit comparé (ISDC)***

Le **canton de Vaud** s'oppose à une externalisation de l'ISDC ou à une réduction des fonds publics, car il est convaincu que l'ISDC ne sera alors plus en mesure d'accomplir son travail.

2.2.3 Relations politiques avec l'étranger

- ***Optimisation du réseau suisse de représentations à l'étranger***

Le **PDC** et le **PEV** sont favorables au train de mesures et comptent sur une utilisation plus efficace des ressources. Le **PDC** critique la promotion actuelle de la retraite anticipée au sein du DFAE, qui est, à son avis, une pseudo-mesure d'économie impliquant seulement un transfert des coûts vers la caisse de pensions, c'est-à-dire vers les contribuables.

- ***Réforme du financement des prêts FIPOI***

Le **PEV** approuve cette mesure.

2.2.4 Coopération au développement

Le **PS**, les **Verts** et le **PEV** demandent à porter à 0,5 % d'ici à 2015 la part du PNB consacrée à l'aide publique au développement, opinion que le Parlement a d'ailleurs conforté dans de nombreuses décisions. Participant à la division internationale du travail et en profitant également, la Suisse se doit de contribuer, pour des raisons humanitaires et économiques, à ce que personne ne soit exclu de l'économie mondialisée. Le **PEV** propose de financer ce relèvement au moyen d'un impôt sur les transactions financières ou sur le kérosène, coordonné au niveau européen.

Pour **economiesuisse**, il est généralement prioritaire d'éviter des charges supplémentaires. Or, le surcoût se révélerait considérable en cas de relèvement de l'aide publique au développement à 0,5 % du PNB. Il est en revanche possible d'utiliser les synergies et les allègements dans la coopération au développement par le biais d'une concentration des engagements sur un nombre limité de pays, par une meilleure coordination des activités de la DDC et du SECO ainsi que par des contrôles de l'efficacité des actions humanitaires.

2.2.5 Relations économiques avec l'étranger

Le rapport sur le programme de mise en œuvre ne présente aucune mesure dans ce groupe de tâches.

2.2.6 Défense nationale

- ***Poursuite de la politique de sécurité***

Le **PDC** et le **PEV** soutiennent la poursuite de la politique de sécurité et jugent nécessaires les ébauches de réformes. Le **PDC** regrette néanmoins le manque de clarté et de précision

du rapport sur la politique de sécurité et du rapport sur l'armée. Il ne sert à rien de faire des hypothèses concernant des mesures d'économies et des réformes tant que la lumière ne sera pas faite sur l'état actuel de l'armée. Pour le **PEV**, une baisse des effectifs est indispensable pour réduire les coûts de fonctionnement de l'armée, ceci afin d'atteindre un niveau technologique moyen. **economiesuisse** fait également le lien entre les effectifs et les coûts de fonctionnement sans demander pour autant une réduction. Elle entrevoit par contre un potentiel d'économie supplémentaire au niveau des attachés militaires ainsi qu'au sein des effectifs de l'administration du DDPS en général.

Le **canton de Zoug** insiste sur la nécessité d'associer les cantons dès la phase initiale aux questions stratégiques et projets relatifs aux tâches communes dans le domaine de la coopération nationale pour la sécurité ou du «réseau national de sécurité», mentionné dans le rapport sur la politique de sécurité.

- ***Exploitation des synergies dans le domaine des services civils de renseignement***

Le **PS** approuve la mesure s'il en résulte effectivement des synergies, mais s'oppose à une réduction des prestations.

2.2.7 Formation et recherche

L'**UDC**, le **PEV** et **economiesuisse** reconnaissent l'importance de la formation et de la recherche pour la Suisse. Compte tenu des taux de croissance annuels supérieurs à la moyenne et des dépenses déjà exceptionnellement élevées de la Confédération, des cantons et des communes, il est nécessaire et raisonnable de serrer un peu la vis et de définir des priorités dans ce groupe de tâches.

- ***Fixation d'un ordre de priorités dans les activités de recherche du secteur public***

economiesuisse appuie la mesure proposée.

2.2.8 Culture et loisirs

L'**UDC** et **economiesuisse** identifient des potentiels d'économies et de définition des priorités sensiblement plus élevés.

- ***Stabilisation de l'offre de Jeunesse+Sport et limitation de l'accès aux études à la Haute école fédérale de sport de Macolin (HEFSM)***

Le **PS** et l'**UDF** rejettent la mesure proposée pour des raisons de santé publique et à cause du risque de coûts subséquents liés au manque d'activité physique.

Le **PEV** est généralement d'accord avec les mesures proposées, mais souligne l'importance de Jeunesse+Sport en matière de prévention de la violence et d'intégration. De plus, il demande de réduire au minimum la Conception des installations sportives d'importance nationale (CISIN), qui ne doit pas devenir une mission permanente. De façon générale, il prie le Conseil fédéral de mener un programme d'abandon de tâches dans le domaine de la promotion culturelle également.

Le **canton de Zoug** juge disproportionné le moratoire sur les admissions J+S: il faudrait au moins en exclure les disciplines olympiques.

Le **canton de Fribourg** fait remarquer que l'introduction d'un numerus clausus à la HEFSM conduira les candidats à se rabattre sur les offres cantonales.

2.2.9 Santé

- ***Révision de la réglementation dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé***

Le **PDC** et **economiesuisse** pensent qu'en proposant une mesure dans le domaine de la prévention uniquement, le Conseil fédéral ne se rend pas compte des défis posés par le domaine de la santé. Le **PDC** appelle de ses vœux une stratégie en matière de santé applicable à l'ensemble de la Suisse, qui examine en profondeur les activités de la Confédération et des cantons. Afin de juguler la hausse constante des contributions fédérales à la réduction individuelle des primes, **economiesuisse** demande des efforts redoublés dans l'éventail de mesures connu (par ex. suppression de l'obligation de contracter, réduction du catalogue de prestations de la LAMal, amélioration de la compensation des risques, suppression des surcapacités).

L'**UDF** et le **canton de Zoug** s'opposent à la création d'un nouvel Institut suisse pour la prévention et la promotion de la santé, car il existe déjà une structure adaptée qui n'est autre que Promotion Santé Suisse. Ils demandent que les activités de cette fondation soient optimisées. De plus, le **canton de Zoug** souhaite que la participation des cantons au réexamen des tâches concerne également la définition des objectifs stratégiques et que le recours au supplément de prime de la LAMal reste du ressort des cantons. Le **canton de Vaud** craint que les économies visées, qui prennent la forme d'une réduction de la contribution fédérale, n'entraînent de facto un report de charges sur les cantons.

Le **PEV** approuve une gestion et une répartition plus efficiente des redevances destinées à la prévention. Il souligne la nécessité d'une mise au point périodique des ressources, notamment en matière de prévention du suicide.

2.2.10 Prévoyance sociale

Le **PDC** et **economiesuisse** sont d'avis que les mesures proposées ne vont pas assez loin. A l'instar des **cantons de Zoug, Fribourg et Vaud**, ils demandent que l'on considère et analyse les assurances sociales de façon globale. Le **canton de Vaud** craint que la prise en compte et la mise en œuvre isolées d'une réforme ne déstabilise l'ensemble du système des assurances sociales et souhaite que la Confédération et les cantons coopèrent dans ce domaine en bonne intelligence et de façon coordonnée.

Concernant la stabilisation durable de la quote-part de l'Etat, le **PDC**, le **PEV**, **economiesuisse** et l'**Union patronale suisse** demandent l'introduction d'une règle budgétaire dans toutes les branches d'assurance pour les assurances sociales. Alors qu'**economiesuisse**, l'**Union patronale suisse** et l'**UDF** considèrent qu'il s'agit en premier lieu de combler les lacunes futures en matière de prestations, le **PEV** privilégie une combinaison de mesures agissant tout à la fois sur les recettes et les dépenses. Au niveau des recettes, le **PEV** souhaite l'introduction d'un impôt fédéral sur les successions et les donations pour financer les assurances sociales, avec un montant exonéré élevé.

L'**UDF** appelle de ses vœux des mesures prévoyant une réduction des dépenses: il convient de mettre un sérieux coup de frein à leur croissance de 4,4 %.

L'**UVS** insiste sur le fait que des économies au niveau de l'AVS et de l'AI ne doivent pas se traduire par des transferts de charges vers les cantons, les villes et les communes.

- ***Réforme complète des rentes de l'AVS et révision de la réglementation concernant la contribution de la Confédération***

economiesuisse et l'**Union patronale suisse** approuvent les grands axes de la 12^e révision de l'AVS ainsi que la nouvelle réglementation de la contribution fédérale à l'AVS, mais le

PEV n'y est favorable que si ces mesures permettent dans l'ensemble de maintenir le niveau actuel des rentes. Au vu de l'augmentation de l'espérance de vie, le PEV relève la nécessité d'un assouplissement de l'âge de la retraite assorti de règles claires, mais aussi l'importance d'incitations à rester plus longtemps dans la vie active.

Le **canton de Zoug** soutient l'approche adoptée par la réforme qu'il n'est néanmoins guère possible d'évaluer pour l'instant. Avec les **cantons de Fribourg et de Vaud**, il souligne la nécessité de traiter l'AVS comme l'élément d'un système d'assurances sociales à considérer dans son ensemble. Par conséquent, il convient de prendre des mesures non seulement dans le cadre d'un projet d'économies, mais également dans celui d'une discussion globale. Dans le même esprit, **Travail.Suisse** et la **Fédération des entreprises romandes** s'opposent à ce que la 12^e révision de l'AVS soit traitée dans le cadre du réexamen des tâches. Par conséquent, ils s'exprimeront sur les mesures relatives à l'assurance-vieillesse dans le cadre de la 12^e révision de l'AVS.

2.2.11 Marché du travail / encouragement à la construction de logements

Le rapport sur le programme de mise en œuvre ne présente aucune mesure dans ce groupe de tâches. Les avis écrits à ce sujet sont pris en compte dans le rapport sur le programme de consolidation.

2.2.12 Migration

Le rapport sur le programme de mise en œuvre ne présente aucune mesure dans ce groupe de tâches. Les avis écrits reçus sur ce domaine sont pris en compte dans le rapport sur le programme de consolidation.

2.2.13 Trafic

Le **PDC** approuve les réformes à moyen terme dans le domaine du trafic. Il se félicite tout particulièrement, avec **economiesuisse**, d'un financement accru par l'utilisateur dans le domaine du trafic, même si les modèles pratiques dans le trafic individuel ne sont pas disponibles actuellement. La question des formes de financement n'est toutefois pas abordée dans le rapport et reste donc ouverte. Or, aucun autre groupe de tâches ne connaît un financement aussi compliqué et aussi opaque que le trafic. Il convient par conséquent de procéder à un examen complet des solutions de financement existantes.

Le **canton de Vaud**, la **DTAP**, la **CTP**, l'**UVS**, l'**Association des communes suisses (ACS)**, **SAB**, **Travail.Suisse**, la **Fédération Infra**, la **Société suisse des entrepreneurs** ainsi que l'**Association suisse des propriétaires d'embranchements particuliers et de wagons privés (VAP)** considèrent que le groupe de tâches «Trafic», notamment les transports publics, sont sous-financés. Compte tenu de la subdivision à partir de critères fonctionnels (réseau de base et réseau complémentaire), des besoins en mobilité accrus ainsi que des coûts d'entretien considérables, ils demandent un objectif de croissance sensiblement plus élevé, d'un ordre de grandeur de 4 %. Cette mesure est nécessaire pour mener à bien d'importants projets pour une infrastructure ferroviaire moderne et pour éviter des conséquences économiques prenant la forme d'embouteillages, de retards et de nuisances environnementales. Afin de financer ces mesures, **Travail.Suisse** suggère de réduire massivement les déductions fiscales accordées aux pendulaires et d'utiliser les recettes supplémentaires dans les transports publics.

- **Financement accru par l'utilisateur dans le domaine du trafic**

Le **PDC**, le **PEV**, la **DTAP**, la **CTP**, le **canton de Zoug**, **economiesuisse**, la **Fédération suisse du tourisme (FST)**, **GastroSuisse** et la **Fédération Infra** approuvent en général un financement accru par l'utilisateur dans le domaine du trafic, même si **economiesuisse** rejette un système général de péages. Le **canton de Zoug** renvoie aux incidences sur le choix du mode de transport, qu'il conviendrait d'étudier avec soin en cas d'application d'une telle mesure. L'**ATE**, le **WWF** et **Travail.Suisse** demandent de faire preuve de retenue avec le financement accru par l'utilisateur dans les transports publics, afin de ne pas compromettre les objectifs de transfert de la route vers le rail. Selon le **PEV**, un système général de péages est indiqué en ce qui concerne les routes mais, compte tenu du niveau élevé des coûts de perception, une augmentation de l'impôt sur les huiles minérales pourrait se révéler plus adaptée. La **DTAP** et le **canton de Zoug** s'associent à cette proposition.

A l'inverse, **economiesuisse** souhaite un financement accru par l'utilisateur dans les transports publics ainsi qu'un désenchevêtrement total des flux financiers entre la route et le rail. Il s'agit notamment de renoncer au subventionnement croisé des transports publics par le trafic routier.

L'**UVS** et **SAB** approuvent dans les grandes lignes le financement accru par l'utilisateur dans le domaine du trafic. **SAB** considère néanmoins que si ce financement est envisageable dans le domaine des transports publics, un système général de péages doit être rejeté.

Le **canton de Vaud** émet de sérieuses réserves à l'encontre d'une mesure, sans doute esquissée seulement de façon approximative, qui ne devrait profiter qu'à la Confédération dans le domaine des transports publics et conduire à des transferts des routes nationales vers le réseau complémentaire dans le domaine du trafic routier.

L'**USS** s'oppose à la redevance sur la mobilité, qu'elle juge antisociale et erronée du point de vue de la politique des transports et demande d'abandonner cette mesure. La solution aux problèmes de financement passe par la création d'une base de financement solide à long terme pour l'infrastructure de transports.

- **Modification de l'arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales: compensation intégrale des charges supplémentaires**

Les **cantons** s'opposent en général à cette mesure, car elle va à l'encontre des objectifs visés par la RPT. Selon le **canton de Vaud**, la mesure ne devrait affecter que les cantons concernés et ne pas devenir un éventuel argument de négociation pour les 100 millions exigés par les cantons pour garantir la neutralité budgétaire de la RPT.

Le **PEV** remet en cause la nécessité d'étendre le réseau de routes nationales. Il conviendrait notamment d'examiner dans quelle mesure la préférence donnée à l'extension plutôt qu'aux allègements ne conduit pas à des goulets d'étranglement en d'autres endroits du réseau.

economiesuisse soutient la mesure proposée. La **Fédération Infra** approuve la motion 09.3529, dont l'auteur, Urs Hany, demande d'utiliser les recettes tirées de l'augmentation de l'impôt sur les huiles minérales et de la vignette autoroutière pour mettre en œuvre l'arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales (ainsi que pour éliminer les goulets d'étranglement).

- **Réforme du trafic régional des voyageurs (TRV): transfert du rail au bus**

Le **PEV** est favorable à la création de critères de contrôle uniformes de la rentabilité des lignes ferroviaires. **economiesuisse** se félicite de la mesure. Le **canton de Zoug** ne s'y oppose pas, mais rejette une optique qui serait uniquement axée sur les chiffres: il n'y aura d'allègements notables que si des lignes et des véhicules peuvent être entièrement abandonnés.

La **CTP**, les **cantons d'Uri, de Fribourg et de Vaud** ainsi que **SAB**, l'**ATE** et le **WWF** rejettent la mesure, tandis que le **canton du Tessin** ainsi que la **Fédération suisse du tourisme (FST)** et **GastroSuisse** se montrent sceptiques. Le choix du moyen de transport optimal a d'ores et déjà fait l'objet d'analyses approfondies. Selon ces dernières, il est difficile de déterminer et d'obtenir des économies de coûts et des gains d'efficacité sur la base du transfert du rail au bus et ces économies ne pourraient se concrétiser que si l'infrastructure ferroviaire peut être entièrement abandonnée à cette occasion. De plus, la mesure affaiblit les transports publics dans leur ensemble et est mal accueillie par la clientèle. Par ailleurs, le **canton du Tessin** estime que des exigences applicables à l'ensemble de la Suisse ne sont pas appropriées. Enfin, **SAB** propose de lancer davantage d'appels d'offres pour les prestations de transport et de tirer parti des réductions de coûts obtenues grâce à la concurrence.

- **Fixation d'un ordre de priorités pour l'application des normes de construction dans le transport ferroviaire (investissements selon la LHand et sécurité dans les tunnels ferroviaires)**

Le **PS**, le **PEV**, la **CTP**, le **canton de Zoug**, **SAB**, l'**USS**, l'**ATE**, le **WWF**, la **Fédération suisse du tourisme (FST)** et **GastroSuisse** s'opposent à l'application par étapes des normes de construction du fait des dispositions sur l'égalité pour les handicapés et sur la sécurité. Plutôt que de prolonger le délai de mise en œuvre, le **canton de Zoug** propose d'examiner les normes de construction d'un œil critique et de les revoir à la baisse. Le **canton du Tessin** indique que la mesure va à l'encontre de la volonté politique du législateur et des exigences justifiées des handicapés. Pour le **Bureau suisse Personnes handicapées et transports publics**, la **Fédération suisse des aveugles et malvoyants**, la **Fédération suisse des sourds** et **Procap**, il est inacceptable de prolonger le délai des adaptations des normes de construction définies dans la LHand au-delà du délai déjà extrêmement long de 35 ans. En visant les handicapés, cette mesure touche la catégorie la plus vulnérable de la société et coupe l'élan des activités d'application de la LHand réalisées de façon accrue au cours des dernières années. De plus, la mesure incite également à renoncer à des investissements qui profiteraient aux personnes âgées, aux touristes ou aux personnes conduisant des poussettes.

Au vu des coûts élevés découlant des adaptations des normes de construction, le **PEV** et le **canton de Fribourg** jugent admissible d'envisager une réalisation par étapes.

- **Délégation de la surveillance du trafic aérien à un organisme financé par une taxe**

Le **PEV** est favorable à la mesure proposée.

2.2.14 Environnement et aménagement du territoire

- **Abandon du subventionnement des nouvelles stations d'épuration**

Le **PEV** soutient la mesure proposée, car la construction des stations d'épuration incombe aux cantons et aux communes. La Confédération doit veiller au respect de la loi.

La **DTAP**, les **cantons du Tessin et de Vaud** ainsi que l'**UVS** et **SAB** rejettent la mesure car elle implique un transfert de charges vers les cantons, villes et communes ou, en fin de compte, vers les ménages et autres usagers. Avant d'être utilisées à large échelle, les nouvelles technologies doivent être testées comme il se doit dans des installations pilotes. Durant cette phase, la Confédération est tenue de s'engager au niveau des finances et de la coordination, d'autant plus qu'elle fixe en tant que législateur des normes minimales strictes en matière de qualité de l'eau. Ce dernier point, combiné à la mesure proposée, pourrait conduire à des problèmes d'exécution. De plus, seule une partie des STEP doit être modernisée, ce qui se traduit par une inégalité de traitement entre les bénéficiaires de prestations

en cas de financement par une taxe. La **DTAP** demande la création d'un financement spécial à l'échelon de la Confédération.

2.2.15 Agriculture

economiesuisse déplore qu'aucune réforme à long terme ne soit prévue dans le domaine de l'agriculture. La discussion sur les objectifs, les moyens, la compétitivité et l'efficacité de la politique agricole suisse peut être menée indépendamment de l'évolution des accords de libre-échange (OMC, UE). Le rapport reste notamment muet sur les mesures d'accompagnement de plusieurs milliards prévues dans le contexte de l'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Union européenne. Or, ces mesures grèveront le budget de la Confédération et devront être compensées comme il se doit.

2.2.16 Economie

Le **canton de Zoug** demande la suppression de la politique régionale. La RPT a été élaborée afin de remédier financièrement aux disparités économiques régionales imputables à des facteurs d'implantation non influençables. La nouvelle politique régionale est donc en porte-à-faux avec le système.

- **Externalisation de l'Office fédéral de métrologie (METAS)**

economiesuisse remet en cause le potentiel d'économies de cette mesure. L'**USS** rejette la mesure, car la métrologie est une tâche publique classique.

2.2.17 Energie et sylviculture

- **Application des plans d'action pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables sans incidence sur le budget**

Les **Verts** et **Travail.Suisse** s'opposent à la suppression de ces fonds supplémentaires dans l'application des plans d'action pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, car on touche ici à un créneau prometteur qui revêt une importance considérable pour la compétitivité et la croissance (places de travail).

Le **canton de Zoug** juge la mesure acceptable car l'économie se répartit sur de nombreux destinataires et se révèle donc financièrement supportable.

2.3 Propositions de mesures complémentaires

De façon générale, l'**UDC** demande une extension du montant des allègements budgétaires et soumet une liste de propositions spécifiques de réductions et d'abandons de tâches dans pratiquement tous les groupes de tâches. Elle propose notamment la suppression de divers services et autorités fédéraux ainsi que la réduction, voire l'abandon d'activités du domaine propre de l'administration et de diverses subventions et contributions dans le domaine des transferts.

Le **PS** s'oppose à un assainissement budgétaire se fondant sur des coupes dans les prestations et propose une série de mesures complémentaires de stabilisation budgétaire agissant ponctuellement sur les recettes. En font notamment partie la lutte contre la fraude fiscale et la soustraction d'impôt dans le domaine de la TVA, la perception d'une contribution à la stabilisation de la place financière, l'exclusion du frein à l'endettement des dépenses

d'investissement de la Confédération, l'introduction d'un impôt fédéral sur les successions ainsi que l'examen des avantages fiscaux existants.

economiesuisse présente elle aussi une liste d'allègements supplémentaires, dont une partie au moins peut être mise en œuvre à court terme et sans modifications législatives (ou, le cas échéant, avec des amendements mineurs).

SAB soumet quatre propositions présentant un potentiel de réforme supplémentaire. Il s'agit premièrement d'appliquer les principes de la RTP de façon systématique et de réduire notamment les frais généraux de façon adéquate au sein de l'administration fédérale dans les tâches communes ainsi que dans les tâches déléguées aux cantons et d'identifier et de réaliser systématiquement des gains d'efficacité. Ces derniers seront pris en compte dans le réexamen des tâches. Deuxièmement, il est également possible de réaliser des économies dans les achats d'infrastructures informatiques (logiciels libres) et la centralisation. Troisièmement, il convient de tirer parti des synergies entre les départements au niveau des effectifs du personnel de la Confédération, notamment dans la communication. Quatrièmement, une étroite collaboration est souhaitable dans les représentations à l'étranger entre Suisse Tourisme et la promotion agricole.

Les listes des propositions complémentaires sont publiées sur le site Internet des organisations mentionnées.

3 Perspectives

Avec le présent rapport, le Conseil fédéral démontre qu'il a pris note du résultat des procédures de consultation relatives au rapport sur le programme de mise en œuvre du réexamen des tâches et du programme de consolidation. Il constate qu'une large majorité des participants à la procédure de consultation souscrit à l'approche et aux objectifs du réexamen des tâches et juge le projet important. L'éventail des prises de position relatif au rapport sur le programme de mise en œuvre et au train de réformes qui y est présenté est quant à lui beaucoup plus large et bigarré: même si la plupart des participants donnent leur approbation de principe, on observe également deux extrêmes qui, en suscitant la controverse, demandent beaucoup plus de réformes ou aucune réforme agissant sur les dépenses. Ces derniers, l'UDC et le PS notamment, ont soumis chacun un catalogue de propositions complémentaires.

La grande diversité des avis démontre que le rapport sur le programme de mise en œuvre du Conseil fédéral constitue un compromis dont il faut continuer de s'inspirer. Il convient par conséquent, dans une prochaine étape, de réaliser les mesures en suivant les jalons esquissés et en tenant compte des résultats de la consultation. Cette procédure se divisera en deux volets: là où des modifications constitutionnelles ou législatives s'imposent, les départements s'attelleront à la rédaction des projets de messages qui seront ensuite mis en consultation. En cas d'adaptations des ordonnances et pour les mesures ne nécessitant aucune modification législative, les travaux de mise en œuvre se feront sur la base des mandats et calendriers du Conseil fédéral. Les départements compétents se serviront des avis reçus pour rédiger les projets.

Même si plusieurs participants appellent de leurs vœux des réformes et abandons de tâches supplémentaires, le Conseil fédéral renonce pour l'instant à étendre le train de réformes et se donne comme priorité la mise en œuvre systématique des mesures présentées. Dans le cadre de l'établissement des indicateurs pour le programme et la planification financière de la législature suivante, les taux de croissance visés pour l'ensemble du budget et les groupes de tâches devront être révisés. En effet, selon les prévisions actuelles, le PIB nominal ne devrait pas croître de 3 % en moyenne entre 2008 et 2015 comme initialement prévu, mais de 2,5 % seulement. De plus, il faudra tenir compte des pertes de recettes dues aux réformes fiscales (impôt fédéral direct, TVA). Les taux de croissance de l'ensemble du budget et des différents groupes de tâches seront alors revus à la baisse afin d'atteindre l'objectif de stabilisation de la

Programme de mise en œuvre du réexamen des tâches:
rapport sur les résultats de la procédure de consultation

quote-part de l'Etat, ce qui sera l'occasion de vérifier les objectifs concrets (différences relatives de croissance entre les groupes de tâches). Si une adaptation des taux de croissance visés requiert des mesures supplémentaires, le Conseil fédéral prendra en considération les propositions faites dans le cadre de la procédure de consultation.

La gestion du réexamen des tâches est effectuée dans le cadre de la planification budgétaire et financière. Les progrès réalisés dans les différents projets sont analysés sur la base du contrôle de la mise en œuvre. Le Conseil fédéral rendra compte des résultats du réexamen des tâches dans les rapports sur l'état des finances fédérales. Le programme de mise en œuvre figurant dans l'annexe II, qui fixe chaque réforme assortie de l'allègement budgétaire escompté et des principales étapes de l'axe temporel, servent de base à ce document.

Annexes

- Liste des participants à la procédure de consultation (annexe I)
- Programme de mise en œuvre du réexamen des tâches: mesures et étapes (annexe II)

Programme de consolidation 2011-2013 et mise en œuvre du réexamen des tâches

Liste des participants

A. Participants officiels			
A1. Cantons et conférences des directeurs cantonaux			
AG	Kanton Aargau	Canton d'Argovie	Cantone di Argovia
BL	Kanton Basel-Land	Canton de Bâle-Campagne	Cantone di Basilea Campagna
BS	Kanton Basel-Stadt	Canton de Bâle-Ville	Cantone di Basilea Città
FR	Kanton Freiburg	Canton de Fribourg	Cantone di Friburgo
GE	Kanton Genf	Canton de Genève	Cantone di Ginevra
GL	Kanton Glarus	Canton de Glaris	Cantone di Glarona
JU	Kanton Jura	Canton du Jura	Cantone del Giura
LU	Kanton Luzern	Canton de Lucerne	Cantone di Lucerna
SH	Kanton Schaffhausen	Canton de Schaffhouse	Cantone di Sciaffusa
TI	Kanton Tessin	Canton du Tessin	Cantone Ticino
TG	Kanton Thurgau	Canton de Thurgovie	Cantone di Turgovia
UR	Kanton Uri	Canton d'Uri	Cantone di Uri
VD	Kanton Waadt	Canton de Vaud	Cantone di Vaud
VS	Kanton Wallis	Canton du Valais	Cantone del Vallese
ZG	Kanton Zug	Canton de Zoug	Cantone di Zugo
KdK CdC	Konferenz der Kantonsregierungen	Conférence des Gouvernements cantonaux	Conferenza dei Governi cantonali
BPUK DTAP DCPA	Bau- Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz	Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement	Conferenza svizzera dei direttori delle pubbliche costruzioni, della pianificazione e della protezione dell'ambiente
FoDK CDFo	Konferenz der kantonalen Forstdirektoren	Conférence des directeurs cantonaux des forêts	Conferenza dei direttori cantonali delle foreste
LDK CDCA	Konferenz kantonalen Landwirtschaftsdirektoren	Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture	Conferenza dei direttori cantonali dell'agricoltura
KÖV CTP	Konferenz der kantonalen Direktoren des öffentlichen Verkehrs	Conférence des directeurs cantonaux des transports publics	Conferenza dei direttori cantonali dei trasporti pubblici
SODK CDAS CDOS	Konferenz der kantonalen Sozialdirektoren und Sozialdirektorinnen	Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales	Conferenza dei direttori cantonali delle opere sociali

A2. Partis politiques de l'Assemblée fédérale			
CSP PCS	Christlich-soziale Partei	Parti chrétien-social	Partito cristiano sociale
CVP PDC PPD	Christlichdemokratische Volkspartei	Parti démocrate-chrétien	Partito popolare democratico
EDU UDF	Eidgenössisch-Demokratische Union	Union Démocratique Fédérale	Unione Democratica Federale
EVP PEV	Evangelische Volkspartei	Parti évangélique	Partito evangelico
FDP PLR	Die Liberalen	Les Libéraux-Radicaux	I Liberali
Grüne Verts Verdi	Grüne Partei der Schweiz (GPS)	Les Verts (PES)	I Verdi (PES)
SP PS	Sozialdemokratische Partei der Schweiz	Parti socialiste suisse	Partito socialista svizzero
SVP UDC	Schweizerische Volkspartei	Union Démocratique du Centre	Unione Democratica di Centro

A3. Associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national			
SAB	Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete	Groupement suisse pour les régions de montagne	Gruppo svizzero per le regioni di montagna
SGV ACS	Schweizerischer Gemeindeverband	Association des Communes Suisses	Associazione dei Comuni Svizzeri
SSV UVS UCS	Schweizerischer Städteverband	Union des Villes Suisses	Unione delle Città Svizzere

A4. Associations faïtières de l'économie qui œuvrent au niveau national			
economiesuisse	economiesuisse	economiesuisse	economiesuisse
KV / SEC / SIC	Kaufmännischer Verband	Société suisse des employés de commerce	Società svizzera degli impiegati di commercio
SAV / UPS / USI	Schweizerischer Arbeitgeberverband	Union patronale suisse	Unione svizzera degli imprenditori
SBV / USP / USC	Schweizerischer Bauernverband	Union suisse des Paysans	Unione svizzera dei Contadini
SGV / USAM	Schweizerischer Gewerbeverband	Union suisse des arts et métiers	Unione svizzera delle arti e mestieri
SGB / USS	Schweizerischer Gewerkschaftsbund	Union syndicale suisse	Unione sindacale svizzera
travail.suisse	Travail Suisse	Travail Suisse	Travail Suisse

B1. Diverses associations, organisations et agences		
Aids-Hilfe Schweiz	Aide suisse contre le sida	Aiuto aids svizzero
Aktionsgemeinschaft für die Wohnraumförderung	Communauté d'action pour la promotion du logement	Communauté d'action pour la promotion du logement
Arbeitsgemeinschaft für die provinzial-römische Forschung in der Schweiz (ARS)	Association pour l'archéologie romaine en Suisse (ARS)	Associazione per l'archeologia romana in svizzera (ARS)
Arbeitsgemeinschaft für die Urgeschichtsforschung in der Schweiz (AGUS)	Groupe de travail pour les recherches pré- et protohistoriques en Suisse (GPS)	Groupe de travail pour les recherches pré- et protohistoriques en Suisse (GPS)
Archäologie Schweiz	Archéologie Suisse	Archeologia Svizzera
a.r.h.a.m Association romande des historiens de l'art monumental	a.r.h.a.m Association romande des historiens de l'art monumental	a.r.h.a.m Association romande des historiens de l'art monumental
artho biovis	artho biovis	artho biovis
Arthur Edouard Ziegler	Arthur Edouard Ziegler	Arthur Edouard Ziegler
Association romande pour la protection des eaux et de l'air (ARPEA)	Association romande pour la protection des eaux et de l'air (ARPEA)	Association romande pour la protection des eaux et de l'air (ARPEA)
Association suisse des locataires - Section romande	Association suisse des locataires - Section romande	Association suisse des locataires - Section romande
ASTAG Schweizerischer Nutzfahrzeugverband	Association suisse des transports routiers (ASTAG)	Associazione svizzera dei trasportatori stradali (ASTAG)
Auslandschweizer-Organisation (ASO)	Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)	Organizzazione degli Svizzeri all'estero (OSE)
BauenSchweiz (Dachorganisation der Schweizer Bauwirtschaft)	constructionsuisse (Organisation nationale de la construction)	costruionesvizzera (Organizzazione nazionale della costruzione)
BiomassEnergie Die Informationsstelle von EnergieSchweiz	BiomassEnergie Le centre d'information du SuisseEnergie	BiomassEnergie Centro informazioni di SvizzeraEnergia
Bodenkundliche Gesellschaft der Schweiz (BGS)	Société suisse de pédologie (SSP)	Società svizzera di pedologia (SSP)
CardioVascSuisse	CardioVascSuisse	CardioVascSuisse
Centre Patronal	Centre Patronal	Centre Patronal
cemsuisse	cemsuisse	cemsuisse
CleantechAlps	CleantechAlps	CleantechAlps
Colloque des rédacteurs MAH et des historiens des monuments régionaux	Colloque des rédacteurs MAH et des historiens des monuments régionaux	Colloque des rédacteurs MAH et des historiens des monuments régionaux
Écologie libérale	Écologie libérale	Écologie libérale
energie-cluster.ch	energie-cluster.ch	energie-cluster.ch
Fachverband Infra	Fédération Infra	Federazione Infra
Fédération des Entreprises Romandes	Fédération des Entreprises Romandes	Fédération des Entreprises Romandes
Fondation pour l'histoire des Suisses dans le monde	Fondation pour l'histoire des Suisses dans le monde	Fondation pour l'histoire des Suisses dans le monde
Frauenrechte Beider Basel	Frauenrechte Beider Basel	Frauenrechte Beider Basel
Gastro Suisse	Gastro Suisse	Gastro Suisse
Kollegium für Hausarztmedizin (KHM)	Collège de médecine de premier recours (CMPR)	Collegio di medicina di base (CMB)
Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte (GSK)	Société d'histoire de l'art en Suisse (SHAS)	Società di storia dell'arte in Svizzera (SSAS)
Gesellschaft Schweizer Tierärztinnen und Tierärzte	Société des vétérinaires suisses	Société des vétérinaires suisses

Gewerkschaft des Verkehrspersonals (SEV)	Syndicat du personnel des transports (SEV)	Sindacato del personale dei trasporti (SEV)
Gutsbetrieb St. Elisabeth	Gutsbetrieb St. Elisabeth	Gutsbetrieb St. Elisabeth
Interessengemeinschaft Energieintensive Branchen	Interessengemeinschaft Energieintensive Branchen	Interessengemeinschaft Energieintensive Branchen
Interessengemeinschaft Mitgliederpresse	Communauté d'intérêt de la presse associative	Comunità d'interessi Stampa associativa
Konferenz der regionalen Tourismusdirektoren der Schweiz (RDK)	Conférence des directeurs d'offices de tourisme régionaux de Suisse (CDR)	Conferenza dei direttori degli enti regionali svizzeri del turismo (CDR)
Konferenz der Schweizer Denkmalpflegerinnen und Denkmalpfleger	Conférence suisse des conservatrices et conservateurs de monuments	Conferenza svizzera delle soprintendenti e dei soprintendenti ai monumenti
Konferenz Schweizerischer Kantonsarchäologinnen und Kantonsarchäologen (KSKA)	Conférence suisse des archéologues cantonaux (CSAC)	Conferenza svizzera degli archeologi cantonali (CSAC)
Krebsliga Schweiz	Ligue suisse contre le cancer	Lega svizzera contro il cancro
LITRA Informationsdienst für den öffentlichen Verkehr	LITRA Service d'information pour les transports publics	LITRA Servizio d'informazione per i trasporti pubblici
myclimate	myclimate	myclimate
Nationale Arbeitsgemeinschaft Suchtpolitik	Coordination politique des addictions	Coordination politique des addictions
Nationale Informationsstelle für Kulturgüter-Erhaltung	Centre national d'information pour la conservation des biens culturels	Centro nazionale d'informazione per la conservazione dei beni culturali
Netzwerk Kinderbetreuung	Netzwerk Kinderbetreuung	Netzwerk Kinderbetreuung
Öbu works for sustainability	Öbu works for sustainability	Öbu works for sustainability
Procap Schweizerischer Invaliden-Verband	Procap - Association Suisse des Invalides	Procap - Associazione svizzera degli invalidi
Prométerre	Prométerre	Prométerre
Pro Natura	Pro Natura	Pro Natura
ProSpecieRara	ProSpecieRara	ProSpecieRara
Public Health Schweiz	Santé publique suisse	Salute pubblica svizzera
Rheumaliga Schweiz	Ligue suisse contre le rhumatisme	Lega svizzera contro il reumatismo
Schweizer Arbeitsgemeinschaft für klassische Archäologie (SAKA)	Association suisse d'archéologie classique (ASAC)	Associazione Svizzera di archeologia classica (ASAC)
Schweizer Geologenverband	Association suisse des géologues	Associazione svizzera dei geologi
Schweizer Heimatschutz	Patrimoine Suisse	Heimatschutz Svizzera
Schweizer Partikelfilter Verband	Schweizer Partikelfilter Verband	Schweizer Partikelfilter Verband
Schweizer Syndikat Medienschaffender	Syndicat suisse des mass media	Sindacato svizzero dei mass media
Schweizer Wanderwege	Suisse Rando	Sentieri Svizzeri
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Fundmünzen (SAF)	Groupe suisse pour l'étude des trouvailles monétaires (GSETM)	Gruppo svizzero per lo studio dei ritrovamenti monetali (GSSRM)
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft zum Schutz der Flüsse und Seen Aqua Viva	Schweizerische Arbeitsgemeinschaft zum Schutz der Flüsse und Seen Aqua Viva	Schweizerische Arbeitsgemeinschaft zum Schutz der Flüsse und Seen Aqua Viva
Schweizerischer Baumeisterverband	Société suisse des entrepreneurs	Società svizzera impresari costruttori
Schweizerischer Blinden- und Sehbehindertenverband	Fédération suisse des aveugles et malvoyants	Federazione svizzera dei ciechi e deboli di vista
Schweizerischer Burgenverein	Association suisse châteaux forts	Associazione svizzera dei castelli

Schweizerische Fachstelle Behinderte und öffentlicher Verkehr (BöV)	Bureau suisse Personnes handicapées et transports publics (HTP)	Centro svizzero Persone con handicap e trasporti pubblici (HTP)
Schweizerische Flüchtlingshilfe	Organisation suisse d'aide aux réfugiés	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Schweizerischer Forstverein	Société forestière suisse	Società forestale svizzera
Schweizerischer Gehörlosenbund (SGB)	Fédération suisse des Sourds (FSS)	Federazione svizzera dei Sordi (FSS)
Schweizerische Gesellschaft für Hydrogeologie (SGH)	Société suisse d'hydrogéologie (SSH)	Società svizzera d'idrogeologia (SSI)
Schweizerische Gesundheitsligen-Konferenz	Conférence nationale suisse des ligues de la santé	Conferenza nazionale svizzera delle leghe per la salute
Schweizerische Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten (SKG)	Conférence suisse des déléguées à l'égalité entre Femmes et Hommes (CSDE)	Conferenza svizzera delle delegate alla parità fra Donne e Uomini (CSP)
Schweizerische Herzstiftung	Fondation Suisse de Cardiologie	Fondazione Svizzera di Cardiologia
Schweizerischer Mieterinnen- und Mieterverband - Sektion Deutschschweiz	Schweizerischer Mieterinnen- und Mieterverband - Sektion Deutschschweiz	Schweizerischer Mieterinnen- und Mieterverband - Sektion Deutschschweiz
Schweizerische Offiziersgesellschaft (SOG)	Société suisse des officiers (SSO)	Società svizzera degli ufficiali (SSU)
Schweizerische Stiftung zur Förderung des Stillens	Fondation suisse pour la promotion de l'allaitement maternel	Fondazione svizzera per la promozione dell'allattamento al seno
Schweizer Tourismus-Verband (STV)	Fédération suisse du tourisme (FST)	Federazione svizzera del turismo (FST)
Schweizerischer Verband für Konservierung und Restaurierung	Association suisse de conservation et restauration	Associazione svizzera di conservazione e restauro
Schweizerischer Verband der Telekommunikation (asut)	Association suisse des télécommunications (asut)	Association suisse des télécommunications (asut)
Schweizerischer Verein des Gas- und Wasserfaches (SVGW)	Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux (SSIGE)	Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux (SSIGE)
Schweizerische Vereinigung der AOC-IGP	Association suisse des AOC-IGP	Association suisse des AOC-IGP
Schweizerische Vereinigung der Eigentümer historischer Wohnbauten	Association suisse des propriétaires de demeures historiques	Domus Antiqua Helvetica (associazione svizzera dei proprietari di dimore storiche)
Schweizerische Vereinigung für Schifffahrt und Hafengewirtschaft	Schweizerische Vereinigung für Schifffahrt und Hafengewirtschaft	Schweizerische Vereinigung für Schifffahrt und Hafengewirtschaft
Schweizerischer Verband für Umwelt Technik (SVUT)	L'association Suisse pour le techniques de l'environnement (SVUT)	Association suisse pour les techniques de l'environnement (SVUT)
Schweizerische Vogelwarte	Station ornithologique suisse	Stazione ornitologica svizzera
Stiftung für das Tier im Recht	Stiftung für das Tier im Recht	Stiftung für das Tier im Recht
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz	Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage	Fondazione svizzera per la tutela del paesaggio
Stiftung Pro Aqua-Pro Vita	Fondation Pro Aqua-Pro Vita	Fondazione Pro Aqua-Pro Vita
Stiftung Zentrum für nachhaltige Abfall- und Ressourcennutzung ZAR	Stiftung Zentrum für nachhaltige Abfall- und Ressourcennutzung ZAR	Stiftung Zentrum für nachhaltige Abfall- und Ressourcennutzung ZAR
Sucht Info Schweiz/Fach Verband Sucht/GREA	Sucht Info Schweiz/Fach Verband Sucht/GREA	Sucht Info Schweiz/Fach Verband Sucht/GREA

sustanaible engineering network switzerland	sustanaible engineering network switzerland	sustanaible engineering network switzerland
swissmem Schweizer Maschinen-, Elektro- und Metall-Industrie	swissmem L'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux	swissmem L'industria metalmeccanica ed elettrica svizzera
Swiss Olympic	Swiss Olympic	Swiss Olympic
Swisscham - Africa	Swisscham - Africa	Swisscham - Africa
swisscleantech Association	swisscleantech Association	swisscleantech Association
Swisstransplant	Swisstransplant	Swisstransplant
Technik Thermische Maschinen (TTM)	Technik Thermische Maschinen (TTM)	Technik Thermische Maschinen (TTM)
Touring Club Schweiz (TCS)	Touring club suisse (TCS)	Touring club svizzero (TCS)
Trägerverein Culinarium	Trägerverein Culinarium	Trägerverein Culinarium
Transfair	Transfair	Transfair
Verband der Betreiber Schweizerischer Abfallverwertungsanlagen (VBSA)	Association suisse des exploitants d'installations de traitement des déchets (ASED)	Associazione svizzera dei dirigenti e gestori degli impianti di trattamento dei rifiuti (ASIR)
Verband Kindertagesstätten der Schweiz (KiTaS)	Association suisse des structures d'accueil de l'enfance (ASSAE)	Associazione svizzera strutture d'accoglienza per l'infanzia (ASSAI)
Verband öffentlicher Verkehr (VöV)	Union des transports publics (UTP)	Unione dei trasporti pubblici (UTP)
Verband Schweizer Presse	Presse Suisse	Stampa Svizzera
Verband der Schweizer Studierendenschaften (VSS)	Union des étudiant-e-s de suisse (UNES)	Unione svizzera degli universitari (USU)
Verband der schweizerischen Tabakpflanzervereinigung (Swiss Tabac)	Fédération des associations suisses de planteurs de tabac (Swiss Tabac)	Fédération suisse des associations de planteurs de tabac (SwissTabac)
Verband des Strassenverkehrs (FRS)	Fédération routière suisse (FRS)	Fédération routière suisse (FRS)
Verband der verladenden Wirtschaft (VAP)	Association des chargeurs (VAP)	Association des chargeurs (VAP)
Verbindung der Schweizer Ärztinnen und Ärzte	Fédération des médecins suisses	Federazione dei medici svizzeri
Verein Feministische Wissenschaft Schweiz	Association Femmes Féminisme Recherche Suisse	Association Suisse Femmes Féminisme Recherche
Verkehrs-Club der Schweiz (VCS)	Association Transports et Environnement (ATE)	Associazione Traffico e Ambiente (ATA)
Waldwirtschaft Schweiz	Economie forestière Suisse	Economia forestale Svizzera
WWF Schweiz	WWF Suisse	WWF Svizzera

B2. Autorités, organisations publiques, établissements universitaires, hautes écoles		
Amt für Umwelt und Energie, Kanton St. Gallen	Amt für Umwelt und Energie, Kanton St. Gallen	Amt für Umwelt und Energie, Kanton St. Gallen
Berner Fachhochschule Rektorat	Haute école spécialisée bernoise Rectorat	Haute école spécialisée bernoise Rectorat
Berner Fachhochschule Technik und Informatik	Haute école spécialisée bernoise Technique et informatique	Haute école spécialisée bernoise Technique et informatique
Berner Fachhochschule/Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft (SHL)	Haute école spécialisée bernoise/Haute école suisse d'agronomie (HESA)	Haute école spécialisée bernoise/Haute école suisse d'agronomie (HESA)
Bundesstrafgericht	Tribunal pénal fédéral	Tribunale penale federale
Conservatoire et Jardin botaniques	Conservatoire et Jardin botaniques	Conservatoire et Jardin botaniques
Eidgenössische Fachhochschulkommission (EFHK)	Commission fédérale des hautes écoles spécialisées (CFHES)	Commissione federale delle scuole universitarie professionali (CFSUP)
Eidgenössische Kommission für Denkmalpflege (EKD)	Commission fédérale des monuments historiques (CFMH)	Commissione federale dei monumenti storici (CFMS)
EPFL/Institut Microtechnique (IMT)	EPFL/Institut Microtechnique (IMT)	EPFL/Institut Microtechnique (IMT)
ETH Insitut für Pflanzen-, Tier- und Agrarökosystem-Wissenschaften (IPAS) Tiergenetik	ETH Insitut für Pflanzen-, Tier- und Agrarökosystem-Wissenschaften (IPAS) Tiergenetik	ETH Insitut für Pflanzen-, Tier- und Agrarökosystem-Wissenschaften (IPAS) Tiergenetik
Fachhochschule Nordwestschweiz	Fachhochschule Nordwestschweiz	Fachhochschule Nordwestschweiz
Fachhochschule Nordwestschweiz/Institut für Aerosol- und Sensortechnik	Fachhochschule Nordwestschweiz/Institut für Aerosol- und Sensortechnik	Fachhochschule Nordwestschweiz/Institut für Aerosol- und Sensortechnik
Fachhochschule Ostschweiz (FHO)	Fachhochschule Ostschweiz (FHO)	Fachhochschule Ostschweiz (FHO)
Ökozentrum Langenbruck	Ökozentrum Langenbruck	Ökozentrum Langenbruck
Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten (crus.ch)	Conférences des Recteurs des hautes écoles spécialisés suisses (crus.ch)	Conferenza dei Rettori delle scuole universitarie professionali svizzere (crus.ch)
SASSA Fachkonferenz Soziale Arbeit der FH Schweiz	SASSA Conférence suisse des hautes écoles de travail sociale	SASSA Conferenza svizzera delle scuole universitarie professionali di lavoro sociale
Schweizer Filmarchiv	Cinémathèque suisse	Cineteca svizzera
Schweizerische Universitätskonferenz	Conférence universitaire suisse	Conferenza universitaria svizzera
Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF)	Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS)	Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica (FNS)
Umwelt- und Gesundheitsschutz Stadt Zürich	Umwelt- und Gesundheitsschutz Stadt Zürich	Umwelt- und Gesundheitsschutz Stadt Zürich
Universität Freiburg Schweiz	Université de Fribourg Suisse	Université de Fribourg Suisse
Universität Neuchâtel	Université de Neuchâtel	Université de Neuchâtel
Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften ZHAW	Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften ZHAW	Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften ZHAW
Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften/Life Sciences und Facility Management	Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften/Life Sciences und Facility Management	Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften/Life Sciences und Facility Management

B3. Organisations et entreprises fédérales ou proches de la Confédération		
Rat der Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH)	Conseil des écoles polytechniques fédérales (CEPF)	Consiglio dei politecnici federali (CPF)
Eawag	Eawag	Eawag
Paul Scherrer Institut	Paul Scherrer Institut	Istituto Paul Scherrer
Post	La Post Suisse	La Posta svizzera
Schweizerische Bundesbahnen (SBB)	Chemins de fer fédéraux suisses (CFF)	Ferrovie federali svizzere (FFS)
Schweizerisches Nationalmuseum (SNM)	Musée national suisse (MNS)	Museo nazionale svizzero (MNS)
SRG SSR idée suisse	Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR)	Società svizzera di radiotelevisione (SSR)
Swisscom	Swisscom	Swisscom

B4. Entreprises		
AAE Ahaus Alstätter Eisenbahn Cargo AG	AAE Ahaus Alstätter Eisenbahn Cargo AG	AAE Ahaus Alstätter Eisenbahn Cargo AG
SUISAG Dienstleistungen in der Schweineproduktion	SUISAG Le centre de prestations pour la production porcine	SUISAG Le centre de prestations pour la production porcine
Anicom AG	Anicom AG	Anicom AG
Aquatec AG	Aquatec AG	Aquatec AG
Batrec Industrie AG	Batrec Industrie AG	Batrec Industrie AG
British American Tobacco Schwitzerland SA	British American Tobacco Schwitzerland SA	British American Tobacco Schwitzerland SA
BSH Umweltservice AG	BSH Umweltservice AG	BSH Umweltservice AG
Colt Telecom Services AG	Colt Telecom Services AG	Colt Telecom Services AG
Charles Cahans Consulting	Charles Cahans Consulting	Charles Cahans Consulting
Effizienzagentur Schweiz AG	Effizienzagentur Schweiz AG	Effizienzagentur Schweiz AG
Emmi Schweiz AG	Marché EMMI SA	Marché EMMI SA
EREP s.a.	EREP s.a.	EREP s.a.
ESU-services fair consulting in sustainability	ESU-services fair consulting in sustainability	ESU-services fair consulting in sustainability
Expo Centre SA	Expo Centre SA	Expo Centre SA
Ferriere Cattaneo SA	Ferriere Cattaneo SA	Ferriere Cattaneo SA
FILTECTA AG	FILTECTA AG	FILTECTA AG
Finecom Telecommunications AG	Finecom Telecommunications AG	Finecom Telecommunications AG
Furka Reibbeläge AG	Furka Reibbeläge AG	Furka Reibbeläge AG
Gebr. Künzler Richterswil	Gebr. Künzler Richterswil	Gebr. Künzler Richterswil
Gramitech SA	Gramitech SA	Gramitech SA
Granit Green Networks SA	Granit Green Networks SA	Granit Green Networks SA
Hertig & Lador SA	Hertig & Lador SA	Hertig & Lador SA
Hug Engineering AG	Hug Engineering AG	Hug Engineering AG
Hupac SA	Hupac SA	Hupac SA
inNet Monitoring AG	inNet Monitoring AG	inNet Monitoring AG
Interessengesellschaft für gesunde Schweine AG	Interessengesellschaft für gesunde Schweine AG	Interessengesellschaft für gesunde Schweine AG
Jakob Bösch AG	Jakob Bösch AG	Jakob Bösch AG
Josef Meyer Bogie AG	Josef Meyer Bogie AG	Josef Meyer Bogie AG
Kanaltec AG	Kanaltec AG	Kanaltec AG
Kellro Porcs AG	Kellro Porcs AG	Kellro Porcs AG
Manometer AG	Manometer AG	Manometer AG
Matter Engineering AG	Matter Engineering AG	Matter Engineering AG
mcs Laboratory	mcs Laboratory	mcs Laboratory
Mecana Umwelttechnik AG	Mecana Umwelttechnik AG	Mecana Umwelttechnik AG
Migros	Migros	Migros
Neue Fricktaler Zeitung AG	Neue Fricktaler Zeitung AG	Neue Fricktaler Zeitung AG

Orange	Orange	Orange
Philip Morris SA	Philip Morris SA	Philip Morris SA
Planet Horizons Technologies SA	Planet Horizons Technologies SA	Planet Horizons Technologies SA
PROSE AG	PROSE AG	PROSE AG
Remporc AG	Remporc AG	Remporc AG
Reuss Engineering AG	Reuss Engineering AG	Reuss Engineering AG
S & V Engineering AG	S & V Engineering AG	S & V Engineering AG
Schenker Korner + Partner GmbH	Schenker Korner + Partner GmbH	Schenker Korner + Partner GmbH
Scheuchzer SA	Scheuchzer SA	Scheuchzer SA
Schweinezucht Doggen AG	Schweinezucht Doggen AG	Schweinezucht Doggen AG
SPF AG	SPF AG	SPF AG
Sunrise	Sunrise	Sunrise
TFC Engineering AG	TFC Engineering AG	TFC Engineering AG
T-Link Management AG	T-Link Management AG	T-Link Management AG
UFA AG	UFA AG	UFA AG
Umtec Technologie AG	Umtec Technologie AG	Umtec Technologie AG
Up-to-date Umwelttechnik AG	Up-to-date Umwelttechnik AG	Up-to-date Umwelttechnik AG
Watersolutions AG	Watersolutions AG	Watersolutions AG
Zimmermann Verfahrenstechnik AG	Zimmermann Verfahrenstechnik AG	Zimmermann Verfahrenstechnik AG

B5. Associations agricoles		
Agro Marketing Suisse (AMS)	Agro Marketing Suisse (AMS)	Agro Marketing Suisse (AMS)
apisuisse	apisuisse	apisuisse
Arbeitsgemeinschaft Schweizerischer Rinderzüchter (ASR)	Communauté de travail des éleveurs bovins suisse (CTEBS)	Communauté de travail des éleveurs bovins suisse (CTEBS)
Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture (AgorA)	Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture (AgorA)	Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture (AgorA)
Association nationales des coopératives vitivinicoles suisses	Association nationale des coopératives vitivinicoles suisses	Association nationales des coopératives vitivinicoles suisses
Association Suisse des Vignerons-Encaveurs Indépendants	Association Suisse des Vignerons-Encaveurs Indépendants	Association Suisse des Vignerons-Encaveurs Indépendants
Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort	Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort	Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort
Bio Suisse	Bio Suisse	Bio Suisse
Chambre d'agriculture du Jura Bernois	Chambre d'agriculture du Jura Bernois	Chambre d'agriculture du Jura Bernois
Chambre jurassienne d'agriculture	Chambre jurassienne d'agriculture	Chambre jurassienne d'agriculture
Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture	Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture	Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture
Die Schweizer Käsespezialisten (FROMARTE)	Artisans suisses du fromage (FROMARTE)	Artisans suisses du fromage (FROMARTE)
Entwicklung der Landwirtschaft und des ländlichen Raumes	Développement de l'agriculture et de l'espace rural	Sviluppo dell'agricoltura e delle aree rurali (Agridea)
Fédérations des Associations Promotionnelles des Vins Vaudois - FAPVV	Fédérations des Associations Promotionnelles des Vins Vaudois - FAPVV	Fédérations des Associations Promotionnelles des Vins Vaudois - FAPVV
Föderation der Schweizerischen Nahrungsmittel-Industrien	Fédération des industries alimentaires suisse	Federazione delle industrie alimentari svizzere
Gallo Suisse	Gallo Suisse	Gallo Suisse
Genossenschaft Prosus	Genossenschaft Prosus	Genossenschaft Prosus
IG Regionalprodukte	IG Regionalprodukte	IG Regionalprodukte
LOBAG	LOBAG	LOBAG
Mutterkuh Schweiz	Vache mère Suisse	Vacca madre Svizzera
Paritätische Kommission der Eierproduzenten und des Handels	Paritätische Kommission der Eierproduzenten und des Handels	Paritätische Kommission der Eierproduzenten und des Handels
Proviande	Proviande	Proviande
Schweinehaltergenossenschaft Appenzell	Schweinehaltergenossenschaft Appenzell	Schweinehaltergenossenschaft Appenzell
Schweinevermarktung	Schweinevermarktung	Schweinevermarktung
Schweizer Bäuerinnen- und Landfrauenverband	Union Suisse des paysannes et de femmes rurales	Unione svizzera delle donne contadine e rurale
Schweizer Fachstelle für Zuckerrübenbau	Centre betteravier suisse	Centre betteravier suisse
Schweizer Fleisch-Fachverband (SFF)	Union professionnelle suisse de la viande (UPSV)	Unione professionale svizzera della carne (UPSC)
Schweizer Getreideproduzentenverband (SGPV)	Fédération suisse des producteurs de céréales (FSPC)	Federazione svizzera dei produttori di cereali (FSPC)

Schweizer Milchproduzenten	Producteurs suisses de lait	Produttori svizzeri di latte
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft haus- und landwirtschaftlicher BeraterInnen	Association suisse des conseillères(ers) en économie familiale et en agriculture	Association suisse des conseillères(ers) en économie familiale et en agriculture
Schweizerische Branchenorganisation Getreide, Ölsaaten und Eiweisspflanzen	Organisation de la branche suisse des céréales, oléagineux et protéagineux	Organisation de la branche suisse des céréales, oléagineux et protéagineux
Schweizerische Kommission für die Erhaltung von Kulturpflanzen	Commission suisse pour la conservation des plantes cultivées	Commissione svizzera per la conservazione delle piante coltivate
Schweizerische Stiftung für die kulturhistorische und genetische Vielfalt von Pflanzen und Tieren	Fondation suisse pour la diversité patrimoniale et génétique liée aux végétaux et aux animaux	Fondazione svizzera per la diversità socioculturale e genetica dei vegetali e degli animali
Schweizerische Vereinigung für Tierproduktion	Association suisse pour la production animale	Association suisse pour la production animale
Schweizerischer Schafzuchtverband	Fédération suisse d'élevage ovin	Federazione svizzera d'allevamento ovino
Schweizerischer Verband der Zuckerrübenpflanzer SVZ	Fédération suisse des betteraviers	Fédération suisse des betteraviers
Schweizerischer Verein der Schweinehalter	Schweizerischer Verein der Schweinehalter	Schweizerischer Verein der Schweinehalter
Schweizerischer Viehhändler-Verband	Syndicat suisse des marchands de bétail	Associazione svizzera negozianti di bestiame
Schweizerischer Weinbauernverband	Fédération suisse des vigneron	Federazione svizzera dei viticoltori
Schweizerischer Ziegenzuchtverband (SZZV)	Fédération suisse d'élevage caprin (FSEC)	Federazione svizzera allevamento caprino (FSAC)
Stiftung Aviforum zur Förderung der schweizerischen Geflügelproduktion und -haltung	Stiftung Aviforum zur Förderung der schweizerischen Geflügelproduktion und -haltung	Stiftung Aviforum zur Förderung der schweizerischen Geflügelproduktion und -haltung
Schweizerische Schweinezucht- und Schweineproduzentenverband suisseporcs	Fédération suisse des éleveurs et producteurs de porcs	Fédération suisse des éleveurs et producteurs de porcs
Solothurnischer Bauernverband	Solothurnischer Bauernverband	Solothurnischer Bauernverband
St. Galler Bauernverband	St. Galler Bauernverband	St. Galler Bauernverband
Suisseporcs Sektion Mittelland-West	Suisseporcs Sektion Mittelland-West	Suisseporcs Sektion Mittelland-West
Genossenschaft Swissherdbook	Société coopérative swissherdbook	Société coopérative swissherdbook
Switzerland Cheese Marketing AG	Switzerland Cheese Marketing AG	Switzerland Cheese Marketing AG
Verband Schweizerischer Gemüseproduzenten	Union maraîchère suisse	Unione svizzera produttori di verdura
Walliser Landwirtschaftskammer	Chambre valaisanne d'agriculture	Chambre valaisanne d'agriculture
Zentralschweizer Bauernbund	Zentralschweizer Bauernbund	Zentralschweizer Bauernbund
Zuger Bauern-Verband	Zuger Bauern-Verband	Zuger Bauern-Verband

B6. Organisations équestres		
Association Equestre Neuchateloise	Association Equestre Neuchâteloise	Association Equestre Neuchateloise
Association nationale du cheval Avenches	Association nationale du cheval Avenches ANCA	Association nationale du cheval Avenches ANCA
Association Vaudoise pour la Défense de l'Infrastructure Indispensable au Cheval (AVIC)	Association Vaudoise pour la Défense de l'Infrastructure Indispensable au Cheval (AVIC)	Association Vaudoise pour la Défense de l'Infrastructure Indispensable au Cheval (AVIC)
Association Vaudoise des Sociétés Hippiques	Association Vaudoise des Sociétés Hippiques	Association Vaudoise des Sociétés Hippiques
Baselbieter Fahrverein	Baselbieter Fahrverein	Baselbieter Fahrverein
Beratungsstelle für Unfallverhütung in der Landwirtschaft (BUL)	Service de prévention des accidents dans l'agriculture (SPAA)	Servizio per la prevenzione degli infortuni nell'agricoltura (SPIA)
Bernischer Pferdezuchtverband	Fédération bernoise d'élevage chevalin	Fédération bernoise d'élevage chevalin
Cooperativa allevamento equino Cantone Ticino e Distretto Moesa	Cooperativa allevamento equino Cantone Ticino e Distretto Moesa	Cooperativa allevamento equino Cantone Ticino e Distretto Moesa
Deutscher Förderverein für Freiburger Pferde e.V.	Deutscher Förderverein für Freiburger Pferde e.V.	Deutscher Förderverein für Freiburger Pferde e.V.
Distanzreiter Nordwest	Distanzreiter Nordwest	Distanzreiter Nordwest
Fédération Équestre Romande	Fédération Équestre Romande	Fédération Équestre Romande
Federazione Ticinese Sport Equestri (FTSE)	Federazione Ticinese Sport Equestri (FTSE)	Federazione Ticinese Sport Equestri (FTSE)
Freiburgischer Verband für Pferdesport	Fédération fribourgeoise des sports équestres	Fédération fribourgeoise des sports équestres
Freunde des Westernreitens Nordwest (FWN)	Freunde des Westernreitens Nordwest (FWN)	Freunde des Westernreitens Nordwest (FWN)
Interdisziplinäre Arbeitsgruppe "Pferd Schweiz/Cheval Suisse"	Interdisziplinäre Arbeitsgruppe "Pferd Schweiz/Cheval Suisse"	Interdisziplinäre Arbeitsgruppe "Pferd Schweiz/Cheval Suisse"
Interessengesellschaft Criollo-Schweiz	Interessengesellschaft Criollo-Schweiz	Interessengesellschaft Criollo-Schweiz
Interessengemeinschaft für das Maultier	Interessengemeinschaft für das Maultier	Interessengemeinschaft für das Maultier
Islandpferde-Vereinigung Schweiz (IPV CH)	Islandpferde-Vereinigung Schweiz (IPV CH)	Islandpferde-Vereinigung Schweiz (IPV CH)
Luzerner Warmblutzucht Genossenschaft	Luzerner Warmblutzucht Genossenschaft	Luzerner Warmblutzucht Genossenschaft
Nationales Pferdezentrum Bern	Centre Equestre National Berne	Centre Equestre National Berne
Niederländischer Freiburger Verein	Niederländischer Freiburger Verein	Niederländischer Freiburger Verein
Oberwalliser Pferdezuchtgenossenschaft	Oberwalliser Pferdezuchtgenossenschaft	Oberwalliser Pferdezuchtgenossenschaft
Observatoire de la filière suisse du cheval	Observatoire de la filière suisse du cheval	Observatoire de la filière suisse du cheval
Organisation der Arbeitswelt Pferdeberufe	Organisation du monde du travail, Métiers liés au cheval	Organizzazione del lavoro, Mestieri legati al cavallo
Pferdesport mit handicap.ch	Sport équestre avec handicap.ch	Sport équestre avec handicap.ch
Pferdezuchtgenossenschaft Aargau	Pferdezuchtgenossenschaft Aargau	Pferdezuchtgenossenschaft Aargau
Pferdezuchtgenossenschaft beider Basel	Pferdezuchtgenossenschaft beider Basel	Pferdezuchtgenossenschaft beider Basel
Pferdezuchtgenossenschaft Burgdorf I	Pferdezuchtgenossenschaft Burgdorf I	Pferdezuchtgenossenschaft Burgdorf I
Pferdezuchtgenossenschaft Einsiedeln	Pferdezuchtgenossenschaft Einsiedeln	Pferdezuchtgenossenschaft Einsiedeln
Pferdezuchtgenossenschaft Graubünden	Pferdezuchtgenossenschaft Graubünden	Pferdezuchtgenossenschaft Graubünden
Pferdezuchtverein Rheintal und Umgebung	Pferdezuchtverein Rheintal und Umgebung	Pferdezuchtverein Rheintal und Umgebung
PZG Passwang-Nord	PZG Passwang-Nord	PZG Passwang-Nord

PZG Schwarzenburg	PZG Schwarzenburg	PZG Schwarzenburg
Reit- + Fahrverein Laubberg, Gansingen	Reit + Fahrverein Laubberg, Gansingen	Reit + Fahrverein Laubberg, Gansingen
Reitclub Leimental	Reitclub Leimental	Reitclub Leimental
Reiterkameraden Aesch	Reiterkameraden Aesch	Reiterkameraden Aesch
Reiterverein Dornechberg	Reiterverein Dornechberg	Reiterverein Dornechberg
Reitgesellschaft Thayngen	Reitgesellschaft Thayngen	Reitgesellschaft Thayngen
Reitverein Farnsburg	Reitverein Farnsburg	Reitverein Farnsburg
Reitverein Laufen und Umgebung	Reitverein Laufen und Umgebung	Reitverein Laufen und Umgebung
Schweizer Haflingerverband	Fédération Suisse des Haflinger	Fédération Suisse des Haflinger
Schweizer Verband der Pferdehalter	Association suisse des détenteurs de chevaux	Association suisse des détenteurs de chevaux
Schweizer Zuchtgenossenschaft für arabische Pferde	Syndicat suisse d'élevage des chevaux arabes	Consorzio Svizzero per l'allevamento dei cavalli arabi
Schweizerische Interessengemeinschaft Esselfreunde SIGEF	Association suisse des amis des ânes	Associazione svizzera amici degli asini
Schweizerische Vereinigung für Pferdemedizin	Association suisse de médecine équine	Association suisse de médecine équine
Schweizerischer Freibergzuchtverband	Fédération suisse d'élevage du cheval de la race des Franches-Montagnes	Federazione Svizzera d'allevamento di razza Franches-Montagnes
Schweizerischer Friesenpferdeverband	Association suisse du Cheval Frison	Association du Cheval Frison
Schweizerischer Shetlandpony - Verband (SSPV)	Fédération suisse du Poney Shetland (FSPS)	Fédération suisse du Poney Shetland (FSPS)
Schweizerischer Verband des Berberpferdes	Association suisse du Cheval Barbe	Association suisse du Cheval Barbe
Schweizerischer Verband für Pferdesport	Fédération suisse des sports équestres	Federazione svizzera sport equestri
Schweizerischer Verband für Ponys und Kleinpferde	Fédération suisse des poneys et petits chevaux	Fédération suisse des poneys et petits chevaux
Schweizerischer Verein der Züchter des Pferdes Reiner spanischer Rasse	Association suisse des éleveurs de chevaux de pure race espagnole	Association suisse des éleveurs de chevaux de pure race espagnole
Solothurnische Warmblut-Pferdezucht-Genossenschaft Balsthal	Solothurnische Warmblut-Pferdezucht-Genossenschaft Balsthal	Solothurnische Warmblut-Pferdezucht-Genossenschaft Balsthal
Sportpferdezuchtverein Bodensee	Sportpferdezuchtverein Bodensee	Sportpferdezuchtverein Bodensee
Swiss Western Riding Association (SWRA)	Swiss Western Riding Association (SWRA)	Swiss Western Riding Association (SWRA)
Syndicat Chevalin de Genève	Syndicat chevalin de Genève	Syndicat chevalin de Genève
Syndicat Chevalin de la Veveyse	Syndicat chevalin de la Veveyse	Syndicat chevalin de la Veveyse
Syndicat Chevalin Fribourgeois	Syndicat chevalin Fribourgeois	Syndicat chevalin Fribourgeois
Syndicat chevalin Montagne de Diesse	Syndicat chevalin Montagne de Diesse	Syndicat chevalin Montagne de Diesse
Syndicat Chevalin Vallée de Tavannes	Syndicat chevalin Vallée de Tavannes	Syndicat chevalin Vallée de Tavannes
Syndicat vaudois d'élevage Chevalin	Syndicat vaudois d'élevage Chevalin	Syndicat vaudois d'élevage Chevalin
Universität Bern/Pferdeklinik	Universität Bern/Pferdeklinik	Universität Bern/Pferdeklinik
Verband Schweizer Concoursreiter	Association suisse des cavaliers de concours	Association suisse des cavaliers de concours
Verband schweizerischer Pferdezuchtorganisationen	Fédération suisse des organisations d'élevage chevalin	Federazione svizzera delle organizzazioni d'allevamento equino
Verein IG-Pferdezucht Baselland und Umgebung	Verein IG-Pferdezucht Baselland und Umgebung	Verein IG-Pferdezucht Baselland und Umgebung
Vereinigung Pferd	Association cheval	Association cheval

Warmblutpferdezucht Genossenschaft Bern-Mittelland	Warmblutpferdezucht Genossenschaft Bern-Mittelland	Warmblutpferdezucht Genossenschaft Bern-Mittelland
Warmblutpferdezuchtgenossenschaft Bremgarten	Warmblutpferdezuchtgenossenschaft Bremgarten	Warmblutpferdezuchtgenossenschaft Bremgarten
Zuchtverband CH-Sportpferde	Fédération d'élevage du cheval de sport CH	Federazione d'allevamento del cavallo da sport CH

En outre, 743 particuliers ont pris position, une grande partie d'entre eux ont critiqué la suppression proposée des contributions fédérales à Swissinfo.

Programme de mise en œuvre du réexamen des tâches de la Confédération: mesures et étapes

1.9.2010

Mesure			Groupe de tâches		Allègement budgétaire visé					
Chap.	Titre	Adaptation législative	Désignation	Dépt.	Mesures					
					2010	2011	2012	2013	2014	2015
1.2.1	Programme INSIEME	Aucune	Conditions institutionnelles et financières	DFF					6.0	10.0
					• Approbation du crédit additionnel • Appel d'offres pour les premiers lots OMC	• Mise en œuvre du projet informatique			Déploiement d'INSIEME et abandon des anciennes solutions	
1.2.2	Meilleur rendement dans le domaine des TIC - Stratégie en matière de télécommunication - Centralisation des fournisseurs de prestations TIC - Programme «Cyberadministration finances»	OIAF, RS 172.010.58	Conditions institutionnelles et financières	DFF				5.0	20.0	20.0
					• Décision du Conseil fédéral sur la stratégie en matière de télécommunication (y c. sur les acquisitions TIC)	• Décision de principe du CF sur la centralisation des fournisseurs: 1 ^{er} semestre 2011	• Début du traitement électronique des factures	• Réception électronique des factures dans toute l'administration		
1.2.3	Réduction du portefeuille des constructions civiles	Aucune	Conditions institutionnelles et financières	DFF						12.0
					• Evaluation du portefeuille partiel	• Mise en œuvre du projet				
1.2.4	Réorientation de MétéoSuisse	Acte concernant l'organisation (en cas d'autonomisation juridique)	Conditions institutionnelles et financières	DFI		n.q.	n.q.	n.q.	n.q.	n.q.
					• Etude approfondie de l'autonomisation juridique • Décision du Conseil fédéral					
1.2.5	Participation financière des cantons à la collecte de données géographiques	LGéo, RS 510.62	Conditions institutionnelles et financières	DDPS						1.5
							• Projet de révision de la LGéo	• Procédure de consultation et message	• Délibérations parlementaires	• Entrée en vigueur
1.2.6	Examen d'une réduction du nombre des commissions extraparlimentaires	Eventuellement annexe 2 OLOGA, RS 172.010.1	Conditions institutionnelles et financières	ChF			n.q.	n.q.	n.q.	n.q.
					• Préparation de l'examen au sens de l'art. 57d LOGA	• Proposition groupée relative à l'examen et au renouvellement intégral • ACF: novembre 2011				
1.2.7	Réexamen des réglementations relatives à l'âge de la retraite pour certaines catégories de personnel	OPers, RS 172.220.111.3	Conditions institutionnelles et financières	DFF				n.q.	n.q.	n.q.
					• Elaboration des scénarios d'économies possibles	• Première consultation du Conseil fédéral: été 2011				
2.2.1	Stabilisation des effectifs du Corps des gardes-frontière	Aucune	Ordre et sécurité publique	DFF		30.0'	30.0'	30.0'	30.0'	30.0'
					• Vue d'ensemble des ressources humaines	• Rapport sur les effectifs du Cgfr dans le rapport annuel 2010				

Programme de mise en œuvre du réexamen des tâches de la Confédération: mesures et étapes

1.9.2010

Mesure			Groupe de tâches		Allègement budgétaire visé					
Chap.	Titre	Adaptation législative	Désignation	Dépt.	Mesures					
					2010	2011	2012	2013	2014	2015
2.2.2	Orientation future de l'Institut suisse de droit comparé (ISDC)	RS 425.1	Ordre et sécurité publique	DFJP				n.q.	n.q.	n.q.
					• Evaluation des solutions concernant l'orientation future de l'ISDC et décision du Conseil fédéral sur la suite des opérations: fin 2010					
3.2.1	Optimisation du réseau suisse de représentations à l'étranger	Encore ouvert	Relations politiques avec l'étranger	DFAE					30.0	30.0
					• Discussion au Conseil fédéral sur la forme: 2 ^e semestre 2011					
3.2.2	Réforme du financement des prêts FIPOI	RS 192.12	Relations politiques avec l'étranger	DFAE					n.q.	n.q.
					• Discussion au Conseil fédéral sur la forme: 1 ^{er} semestre 2011					
6.2.1	Poursuite de la politique de sécurité	LAAM, RS 510.10	Défense nationale	DDPS				n.q.	n.q.	n.q.
					• Approbation par le Conseil fédéral du rapport sur la politique de sécurité et du rapport sur l'armée		• Messages concernant les adaptations législatives: fin 2012			
6.2.2	Exploitation des synergies dans le domaine des services civils de renseignement	LFRC, RS 121	Défense nationale	DDPS			n.q.	n.q.	n.q.	n.q.
					• Mise en œuvre par l'inscription au budget 2012 et au plan financier 2013-2015					
7.2.1	Fixation d'un ordre de priorités dans les activités de recherche du secteur public	LR, RS 420.1	Formation et recherche	DFI/DFE					30.0	30.0
					• Message sur la révision totale de la LERI	• Rapport soumis au Conseil fédéral sur les solutions de mise en œuvre de la fixation d'un ordre de priorités dans les activités de recherche du secteur public	• Entrée en vigueur • Des l'entrée en vigueur de la LERI, mise en œuvre de la mesure par le DFI via le comité de pilotage			
8.2.1	Stabilisation de l'offre de Jeunesse+Sport et limitation de l'accès aux études à la Haute école fédérale de sport de Macolin (HEFSM)	RS 415.0	Culture et loisirs	DDPS		8.0'	8.0'	8.0'	8.0'	8.0'
					• Examen par le Parlement de la loi sur l'encouragement du sport	• Inscription dans la loi de la limitation de l'accès à la HEFSM dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur l'encouragement du sport	• Poursuite du moratoire sur les admissions J+S			
9.2.1	Révision de la réglementation dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé	ISPPS	Santé	DFI					7.5	7.5
					• Examen par le Parlement		• Entrée en vigueur			
10.2.1	Réforme complète des rentes de l'AVS et révision de la réglementation concernant la contribution de la Confédération	LAVS, RS 831.10	Prévoyance sociale	DFI						650.0' **
					• Définition des piliers de la 12 ^e révision de l'AVS par le Conseil fédéral à la fin de 2010					

Programme de mise en œuvre du réexamen des tâches de la Confédération: mesures et étapes

1.9.2010

Mesure			Groupe de tâches		Allègement budgétaire visé					
Chap.	Titre	Adaptation législative	Désignation	Dépt.	Mesures					
					2010	2011	2012	2013	2014	2015
13.2.1	Financement accru par l'utilisateur dans le domaine du trafic	RS 101	Trafic	DETEC						n.q.
					• Adoption du rapport sur les infrastructures: 2 ^e semestre 2010					
13.2.2	Modification de l'arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales: compensation intégrale des charges supplémentaires	RS 725.11 RS 725.113.11 RS 725.116.2 RS 641.61	Trafic	DETEC				305.0*	305.0*	305.0*
					• Consultation des cantons					
13.2.3	Réforme du trafic régional des voyageurs (TRV): transfert du rail au bus	OITRV, RS 745.16 LTV, RS 745.1	Trafic	DETEC						n.q.
					• Consultation: 2 ^e semestre 2011		• Approbation du projet			
13.2.4	Fixation d'un ordre de priorités pour l'application des normes de construction dans le transport ferroviaire	LHand, RS 151.3 LCdF, RS 742.101	Trafic	DETEC			30.0*	40.0*	60.0*	70.0*
					• Procédure de consultation relative à la révision de la LHand: printemps 2011					
13.2.5	Délégation de la surveillance du trafic aérien à un organisme financé par une taxe	LA, RS 748.0	Trafic	DETEC					50.0	50.0
					• Ouverture de la consultation: 1 ^{er} semestre 2012					
14.2.1	Abandon du subventionnement des nouvelles stations d'épuration	OEaux, RS 814.201	Environnement et aménagement du territoire	DETEC				20.0*	30.0*	30.0*
					• Approbation de la révision de l'ordonnance sur la protection des eaux: 2 ^e semestre 2010					
16.2.1	Externalisation de l'Office fédéral de métrologie (METAS)	RS 941.20	Economie	DFJP					1.0	1.5
					• Réalisation de la procédure de consultation: 1 ^{er} semestre 2010 • Approbation du message et soumission du projet de loi au Parlement: 2 ^e semestre 2010					
17.2.1	Application des plans d'action pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables sans incidence sur le budget	Aucune	Énergie et sylviculture	DETEC		14.0*	14.0*	14.0*	14.0*	14.0*
Nombre total de mesures découlant du réexamen des tâches						52.0	82.0	422.0	591.5	1'269.5

* Charges supplémentaires évitées

** Correspond au déficit probable de l'AVS en 2015 selon le scénario de référence de l'OFAS sur le budget de l'AVS (régime en vigueur) du 12.6.2009. Selon le scénario du 30.3.2010, l'AVS présentera en 2015 un excédent de quelque 300 millions mais en 2020 un déficit de près d'1 milliard.